



# BILAN SEMESTRIEL DU COMMERCE EXTERIEUR

PREMIER SEMESTRE 2015

*7 AOUT 2015*

Retrouver l'intégralité de ce dossier en ligne sur *le site du ministère des Affaires étrangères et du développement international* : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/actualites-liees-a-la-diplomatie-economique-et-au-commerce-exterieur/>.



Les données complètes et des analyses sur le site de la Direction générale des Douanes et droits indirects (DGDDI) : <http://lekiosque.finances.gouv.fr>



Les analyses et présentations de la Direction générale du Trésor :  
<http://www.tresor.economie.gouv.fr/resultats-du-commerce-exterieur>



*L'élaboration de ce dossier a été coordonnée par le Pôle commerce extérieur de la Direction générale du Trésor, avec les contributions des sous-directions Diagnostic et prévisions, Financement international des entreprises et Politiques commerciales et investissements de la DG Trésor.*

*Les données utilisées sur la France sont issues de la Direction générale des Douanes et droits indirects (DGDDI), sauf indication contraire.*

# Sommaire

Synthèse .....	5
----------------	---

## Les principales évolutions

Le déficit commercial poursuit sa baisse (-20%) grâce à un nouveau recul des importations d'énergie mais aussi à l'accélération des exportations .....	9
--	---

Une compétitivité de l'économie française qui s'améliore progressivement depuis le deuxième trimestre 2014 .....	15
--	----

La tendance à la stabilisation des parts de marché de la France se poursuit .....	19
---	----

La baisse de la croissance dans les économies émergentes en 2015 devrait limiter l'accélération du commerce mondial portée par les économies avancées .....	24
---	----

## La structure sectorielle et géographique des échanges

De bonnes performances à l'export dans l'aéronautique et l'automobile, un allègement de 12% de la facture énergétique et un redressement de l'excédent dans la pharmacie.....	27
---	----

Une facture énergétique en forte baisse (-12%) mais encore équivalente à 70% du déficit total .....	36
---	----

Des exportations particulièrement dynamiques vers les pays hors Union européenne. Un solde en amélioration vis-à-vis de la plupart des régions du monde sauf l'Asie, qui devient notre premier déficit, devant l'UE .....	39
---	----

## Liste des encadrés

Le déficit 2014 révisé à la hausse de 3,2 Md€.....	6
Données en valeur vs. en volume, échanges de biens vs. de services.....	10
Un déficit courant désormais faible – moins de 1% du produit intérieur brut – fortement révisé à la baisse par la Banque de France en juin.....	12
Indicateurs de compétitivité-prix, de compétitivité-coût et effort de marge.....	16
Plusieurs facteurs peuvent expliquer la tendance à la stabilisation des parts de marché de la France observée depuis la mi-2011.....	20
Sur le premier semestre, Airbus dépasse Boeing en nombre de commandes mais reste derrière l'avionneur américain en nombre d'appareils livrés.....	28
Les cours du pétrole se maintiennent autour de 60\$, alors que la demande de brut ne reprend que lentement et qu'OPEP et États-Unis alimentent l'abondance des marchés.....	37
Vis-à-vis de la Grèce, qui représente une faible part des exportations françaises (0,5%), les échanges sont stables sur le 1 <sup>er</sup> semestre mais les exportations françaises ont chuté de près de 50% depuis 2008.....	40

# Synthèse

1. Le déficit des échanges de biens poursuit sa baisse (-20%) grâce à l'énergie mais aussi à de bonnes performances à l'export, tandis que les services maintiennent un excédent élevé

*A 21,7 Md€ sur 6 mois, le déficit commercial repasse largement sous la barre des 25 Md€ pour la première fois depuis 2009 et recule de près de 20%*

A 21,7 Md€ (données FAB/FAB<sup>1</sup>), le déficit commercial poursuit sa baisse et repasse sous la barre des 25 Md€ pour la première fois depuis 2009. En cumul sur 1 an, il est désormais inférieur à 50 Md€ (49,2 Md€<sup>2</sup>) – à comparer à un déficit annuel de 57,6 Md€ sur l'année 2014.

La baisse est de près de 20% par rapport au semestre précédent.

Ce recul est lié majoritairement à l'énergie, avec une facture énergétique<sup>3</sup> qui poursuit son repli (-12%, à 21,8 Md€, soit une amélioration de 3 Md€) dans un contexte de baisse des cours du pétrole.

Mais, à la différence des semestres précédents, il est également dû, pour près d'un tiers, à l'accélération des exportations hors du secteur énergétique.

*A 9 Md€, le déficit hors énergie et matériel militaire se réduit de 10%. Par rapport à son pic de 2011, il a été divisé par 2.*

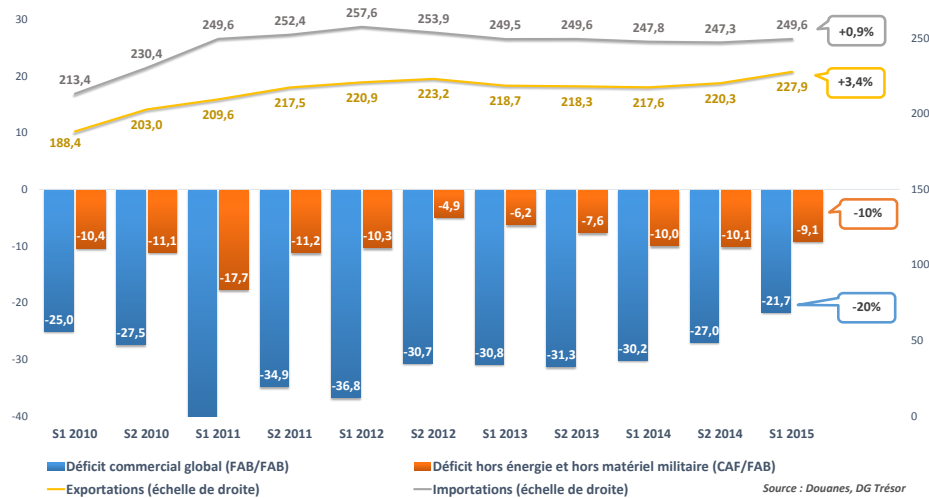
A 9,1 Md€, le déficit hors énergie et matériel militaire se réduit de 10% soit 1 Md€. En cumul sur un an, il est désormais légèrement inférieur à 20 Md€.

Depuis son pic historique du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (17,7 Md€), il a été divisé par deux.

Figure 1 :

Exportations, importations, déficit commercial total et déficit hors énergie et matériel militaire, par semestre, depuis 2010 - échanges de biens, en valeur

(en Md€ - données corrigées des variations saisonnières)



<sup>1</sup> La valeur des échanges de biens est d'abord évaluée au passage de la frontière française. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations, « coût, assurance et fret » compris jusqu'à notre frontière nationale ; pour les exportations, « franco à bord » à notre frontière. Afin d'établir une symétrie dans l'évaluation des deux flux d'échanges, entrant et sortant, et ainsi ne pas biaiser le calcul du solde commercial, la Douane procède ensuite au calcul d'un solde FAB/FAB global, sur l'ensemble des échanges de biens. Cet ajustement ne peut toutefois être réalisé pour chaque catégorie de biens ; les flux par produit ou par pays partenaire restent donc exprimés en données CAF/FAB.

<sup>2</sup> Données brutes.

<sup>3</sup> La facture énergétique désigne le solde importations - exportations d'énergie.

**Encadré 1 : Le déficit 2014 révisé à la hausse de 3,2 Md€**

Les Douanes viennent de réviser à la hausse de 3,2 milliards d'euros le montant du déficit commercial 2014, qui passe de 54,4 Md€ à 57,6 Md€.

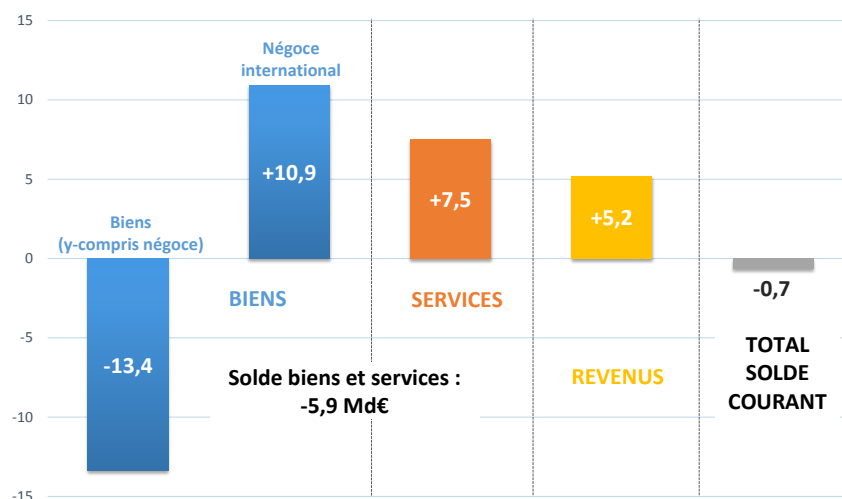
La révision porte presque exclusivement (3,1 Md€) sur les importations. Elle est liée pour l'essentiel (2,8 Md€, soit 1,4 Md€ au titre de chaque semestre) aux « corrections de déclarations d'une grosse entreprise de l'aéronautique » et porte sur « des produits de l'industrie aéronautique (parties d'avions) d'origine hors Union Européenne ».

**2. Les échanges de services et le négoce international devraient continuer d'enregistrer un excédent important sur le semestre (18 Md€), qui compenserait à plus de 80% le déficit enregistré sur les biens.**

Si les biens sont un poste régulièrement déficitaire des échanges extérieurs de la France, d'autres catégories affichent des excédents significatifs et influent positivement sur le solde courant<sup>4</sup> : les services, pour lesquels, sur la base des données des 5 premiers mois disponibles à ce jour, l'excédent se situerait autour de 7,5 Md€ ; le négoce international (activité d'achat et de revente de marchandises à des non-résidents, sans que celles-ci franchissent physiquement la frontière française<sup>5</sup>), non comptabilisé par les Douanes mais qui fait partie des exportations de biens, au sens de la balance des paiements comme des comptes nationaux. Il enregistrerait un excédent de l'ordre de 11 Md€.

Au total, avec un excédent de plus de 18 Md€, ces deux postes contrebalancent plus de 80% du déficit des échanges de biens.

**Figure 2 :**  
Principales composantes de la balance courante de la France au premier semestre 2015  
(en Md€)



Source : Banque de France, données CVS (sauf négoce international)

Source : Banque de France, traitement DG Trésor. Extrapolation à partir des données des 5 premiers mois de l'année, corrigées des variations saisonnières (sauf négoce international : données brutes). Le périmètre des biens dans la balance des paiements diffère légèrement de celui retenu par les Douanes.

<sup>4</sup> Dans l'attente de la publication le 12 août par la Banque de France de la balance des paiements du mois de juin, ces chiffres reposent sur les données des 5 premiers mois de l'année, le 6<sup>ème</sup> étant considéré identique au 5<sup>ème</sup>.

<sup>5</sup> Le négoce international désigne (i) les achats de marchandises étrangères revendues à des non-résidents sans transiter par le territoire douanier français ainsi que (ii) les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

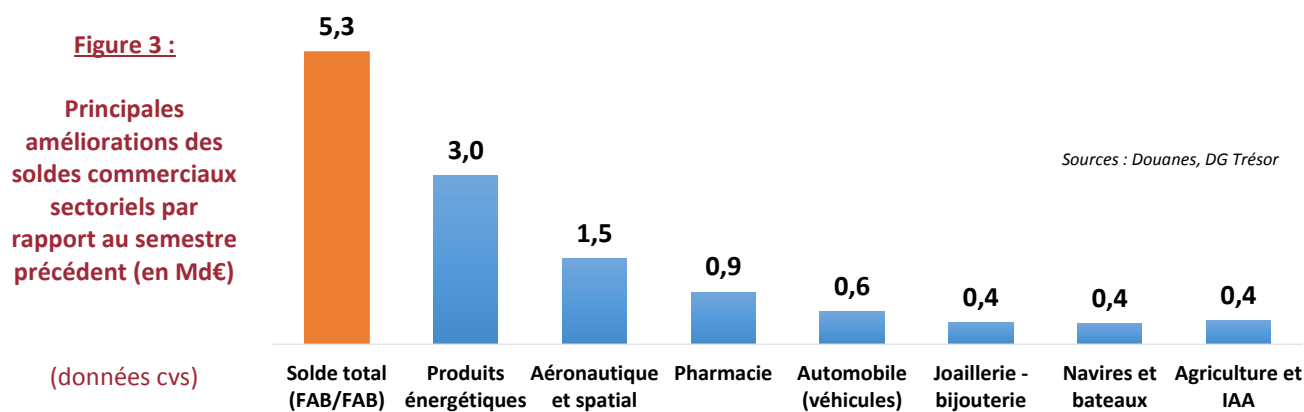
### 3. Un allègement de 12% de la facture énergétique, de bonnes performances à l'export dans l'aéronautique et l'automobile et un redressement de l'excédent dans la pharmacie

**4 grands secteurs contribuent à l'essentiel de la réduction (5,3 Md€) du déficit : l'énergie**, du fait de la baisse des importations liée au recul du prix du pétrole ; **l'aéronautique et l'automobile**, grâce à des exportations dynamiques ; **la pharmacie**, dont les importations qui avaient fortement progressé en 2014 (importation notamment d'un traitement contre l'hépatite C), retrouvent leur niveau de 2013.

Au-delà, **la plupart des secteurs voient leurs exportations progresser**, à l'exception des produits énergétiques, et peu de soldes sectoriels se dégradent de manière significative. **La chimie**, force traditionnelle de la France, **voit toutefois ses exports reculer**. Le déficit se creuse en outre sur plusieurs produits électroniques et électriques (téléphones, équipements électriques et ménagers, ordinateurs), dont les importations peuvent avoir été soutenues par une reprise des dépenses de consommation intérieure.

**Sur les « familles » de produits prioritaires de la stratégie du commerce extérieur, l'excédent reste élevé, à plus de 5 Md€, et les exportations progressent.**

**La facture énergétique (solde importations - exportations d'énergie) baisse de 12%** soit 3 Md€, passant de 24,8 Md€ à 21,8 Md€, **du fait du recul des importations – lié à la baisse du prix du pétrole.**



### 4. Une compétitivité qui se redresse depuis 1 an et une tendance qui se poursuit depuis la mi-2011 à la stabilisation des parts de marché de la France

Par rapport à nos concurrents de l'OCDE, **la compétitivité-prix et la compétitivité-coût de l'économie française s'améliorent depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et progressent fortement au 1<sup>er</sup> trimestre 2015** (respectivement de 2,7% et de 4,4% par rapport au trimestre précédent).

Elles sont **soutenues principalement par la dépréciation de l'euro** mais aussi, s'agissant de la compétitivité-coût, **par la mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).**

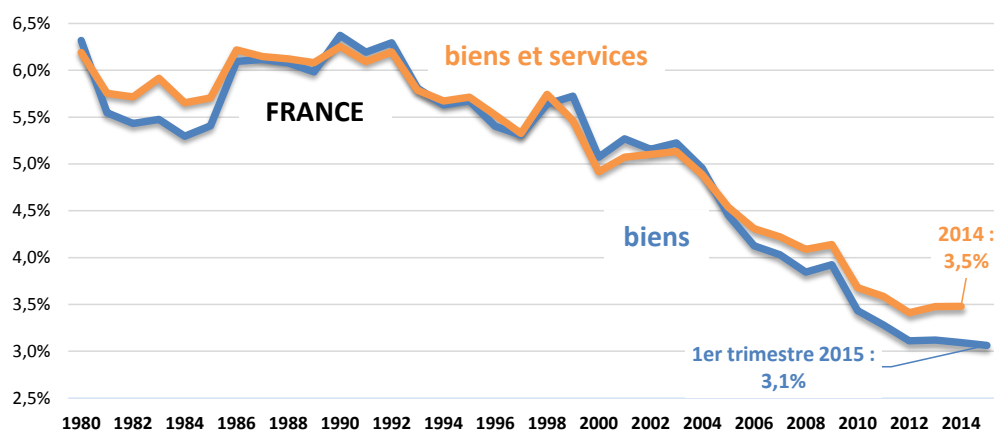
**La part de marché de la France dans le commerce mondial poursuit sa tendance à la stabilisation engagée depuis la mi-2011, s'établissant en valeur à 3,1% sur les biens au premier trimestre 2015 et à 3,5% sur les biens et services en 2014** (dernière donnée disponible).

**Elle s'observe également sur les données en volume**, qui montrent un léger repli en 2013 et 2014 mais qui reste bien inférieur aux forts reculs enregistrés au cours des années 2000.

Cette stabilisation contraste avec le mouvement de long terme à la baisse enregistré depuis le début des années 1990.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette évolution qui touche d'autres économies avancées, en particulier européennes : une progression plus limitée du poids des émergents dans le commerce mondial au cours de la crise ; une amélioration de la compétitivité-prix de la France entre 2010 et 2012, liée à la dépréciation de l'euro ; de bonnes performances sectorielles dans certains domaines, notamment l'aéronautique, au cours des dernières années.

**Figure 4 :**  
Part de marché de la France dans le commerce mondial depuis 1980 (en valeur), en %



*Sources :* biens : Fonds monétaire international (FMI), Direction of Trade Statistics (DOTS) ; calculs DG Trésor. Exportations de biens exprimées en dollars. Biens et services : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Perspectives économiques, n°97, juin 2015 ; dernière donnée disponible : année 2014.

La part de marché est ici calculée comme le rapport des exportations au total des exportations mondiales.

## 5. Sur l'ensemble de l'année 2015, les exportations pourraient accélérer sensiblement, portées par la reprise de la demande dans les économies avancées et la baisse de l'euro

Sur l'ensemble de l'année 2015, la plupart des prévisions font état d'une forte accélération des exportations françaises, avec une progression comprise selon les institutions entre 4,9% (Commission européenne) et 5,5% (FMI), après 2,4% en 2014 (biens et services, en volume). L'INSEE retient le chiffre de 5,4%, soit un rythme 2 fois supérieur à celui de 2014.

Elles bénéficieraient en effet à la fois de la baisse de l'euro et d'une demande mondiale adressée à la France dynamique, portée majoritairement par les économies avancées, notamment la zone euro.

Au total, selon les hypothèses de progression des importations, les prévisions des différentes institutions varient s'agissant de la contribution du commerce extérieur à la croissance en 2015 : l'INSEE et l'OCDE l'estiment négative (respectivement de -0,2 et -0,3 point), le FMI et la Commission européenne positive (de 0,3 et 0,2 point). La dernière prévision publique du gouvernement (programme de stabilité, avril 2015) anticipait une contribution neutre (0,0 point).



## Le déficit commercial poursuit sa baisse (-20%) grâce à un nouveau recul des importations d'énergie mais aussi à l'accélération des exportations

- ✓ **Au premier semestre, les exportations de biens accélèrent (+3,4% en valeur**, après 1,3% au deuxième semestre 2014 ; +4,1% hors énergie), soit leur progression la plus forte depuis la fin 2011. Au mois de juin, elles atteignent le montant record de 39,6 Md€, portées par plusieurs grands contrats civils et militaires.
- ✓ **Les importations repartent à la hausse, à un rythme modéré (+0,9%), après 5 semestres de recul quasi-ininterrompu**, et ce malgré la poursuite de la baisse des importations énergétiques. **Hors énergie, elles croissent fortement (+3,5%)**.
- ✓ **A 21,7 Md€ sur 6 mois, le déficit commercial baisse de 20% et repasse largement sous la barre des 25 Md€ pour la première fois depuis 2009**. Cette amélioration est **due majoritairement à un nouveau recul des importations d'énergie**, lié à la baisse du prix du pétrole, **mais aussi à l'accélération des exportations**.
- ✓ **Le déficit hors énergie et hors matériel militaire**, meilleur reflet que le déficit total de la compétitivité de notre appareil exportateur, **s'améliore de 10% et repasse sous la barre des 10 Md€ (9,1 Md€)**. **Par rapport à son pic de 2011, il a été divisé par 2**. Sur le mois de juin, il atteint en outre le niveau très faible de 0,6 Md€, grâce à plusieurs grands contrats (4 A380, 2 satellites, un très grand contrat de matériel militaire).
- ✓ **Les services et le négoce international**, autres composantes des échanges commerciaux extérieurs de la France, **devraient par ailleurs à nouveau afficher un excédent important sur le semestre (18 Md€), qui devrait compenser à plus de 80% le déficit des biens**.
- ✓ Les Douanes ont en revanche **révisé fortement à la hausse, de 3,2 Md€, le déficit annuel 2014, qui passe de 54,4 Md€ à 57,6 Md€**, en raison de corrections de ses déclarations par une grande entreprise aéronautique.

### 1. Au premier semestre, les exportations de biens accélèrent (+3,4%) et les importations repartent à la hausse (+0,9%), malgré une nouvelle baisse des imports d'énergie

**Les échanges de biens en valeur accélèrent au 1<sup>er</sup> semestre 2015** : ils progressent de **2,1%**, après 0,5% au semestre précédent, **alors qu'ils reculaient auparavant de manière continue depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2012**.

**Les exportations enregistrent une accélération (+3,4%** par rapport au 2<sup>ème</sup> semestre 2014, après 1,3%). En montant, à **227,9 Md€**, elles **dépassent pour la première fois leur pic atteint en 2012**. La hausse concerne la plupart des secteurs mais est portée en particulier par l'aéronautique (+10,8%), l'automobile (+8,0%), les produits informatiques et électroniques (+6,0%), les produits agricoles (+8,6%) et agroalimentaires (+2,1%).

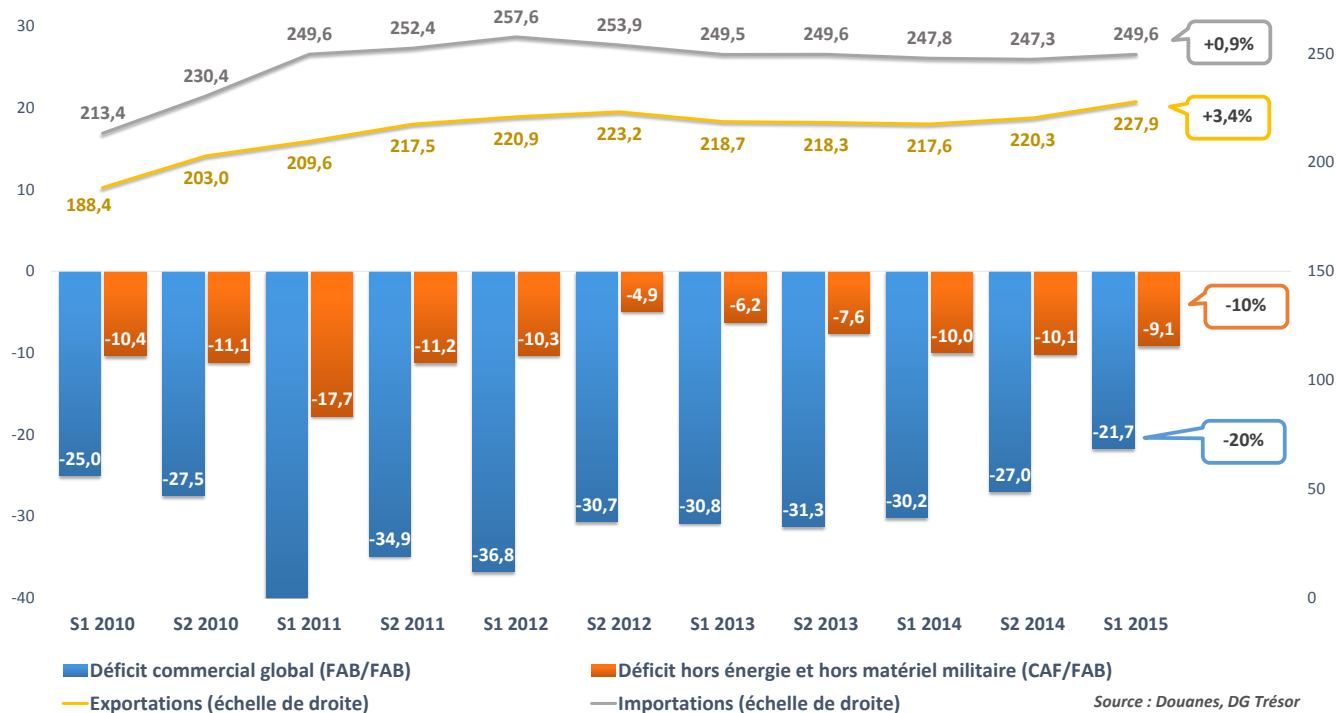
#### **Encadré 2 : Le déficit 2014 révisé à la hausse de 3,2 Md€**

Les Douanes viennent de **réviser à la hausse de 3,2 milliards d'euros le montant du déficit commercial 2014**, qui passe de 54,4 Md€ à 57,6 Md€.

La révision porte **presque exclusivement (3,1 Md€) sur les importations**. Elle est liée pour l'essentiel (2,8 Md€, soit 1,4 Md€ au titre de chaque semestre) aux « **corrections de déclarations d'une grosse entreprise de l'aéronautique** » et porte sur « **des produits de l'industrie aéronautique (parties d'avions) d'origine hors Union Européenne** ».

**Figure 5 : Exportations, importations, déficit commercial total et déficit hors énergie et matériel militaire, par semestre, depuis 2010 - échanges de biens, en valeur**

(en Md€ - données corrigées des variations saisonnières)



Quant aux importations, après 5 semestres de repli quasi-ininterrompu, elles repartent à la hausse (+0,8%, à 249,6 Md€), malgré un nouveau recul de 13% des importations énergétiques. Hors énergie, elles progressent fortement, de 3,5%, rythme toutefois inférieur à celui des exportations (4,1%). Cette croissance, dans un contexte de reprise de l'activité en France, s'explique en grande partie par la forte hausse (+8%, après 11% au semestre précédent) des importations aéronautiques, dont une large part correspond aux approvisionnements d'Airbus. Les importations automobiles (+5,0%) et de biens d'équipement électroniques (+6,6%) et électriques (+5,9%) ont également pesé.

**Encadré 3 : Données en valeur vs. en volume, échanges de biens vs. de services**

Les données publiées aujourd'hui par les Douanes portent sur les échanges de biens et sont exprimées en valeur, c'est-à-dire non-corrigées de l'évolution des prix.

Elles seront complétées le 12 août par la publication par la Banque de France de données d'échanges de biens (basées sur celles des Douanes) et de services, en valeur, dans le cadre de la balance des paiements.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) publiera enfin le 14 août, sur la base des 2 publications précédentes, des données d'échanges de biens et services en volume, dans le cadre des comptes nationaux trimestriels.

2. A 21,7 Md€ sur 6 mois, le déficit commercial repasse largement sous la barre des 25 Md€ pour la première fois depuis 2009 et recule de près de 20%

A 21,7 Md€ (données FAB/FAB<sup>6</sup>), le déficit commercial poursuit sa baisse et repasse sous la barre des 25 Md€ pour la première fois depuis 2009. En cumul sur 1 an, il est désormais inférieur à 50 Md€ (49,2 Md€<sup>7</sup>) – à comparer à un déficit annuel de 57,6 Md€ sur l’année 2014.

La baisse est de près de 20% par rapport au semestre précédent et de 28% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l’année dernière.

Ce recul est lié majoritairement à l’énergie, avec une facture énergétique<sup>8</sup> qui poursuit son repli (-12%, à 21,8 Md€, soit une amélioration de 3 Md€) dans un contexte de baisse des cours du pétrole. Malgré le rebond des cours depuis le début de l’année, le prix moyen du baril sur les 6 premiers mois de 2015 reste en effet largement inférieur à celui du semestre précédent (59,2 \$ contre 90,8 \$<sup>9</sup>) ; en euros, la baisse est de près d’un quart (de 70,3 € à 53,2 €), atténuée par la dépréciation de la monnaie européenne. Dans le même temps, les volumes de pétrole brut importés ont augmenté de 5,1% (et de 11,4% par rapport au premier semestre 2014).

Mais à la différence des semestres précédents, il est également dû pour près d’un tiers, à l’accélération des exportations hors du secteur énergétique.

3. A 9 Md€, le déficit hors énergie et matériel militaire se réduit de 10%. Par rapport à son pic de 2011, il a été divisé par 2.

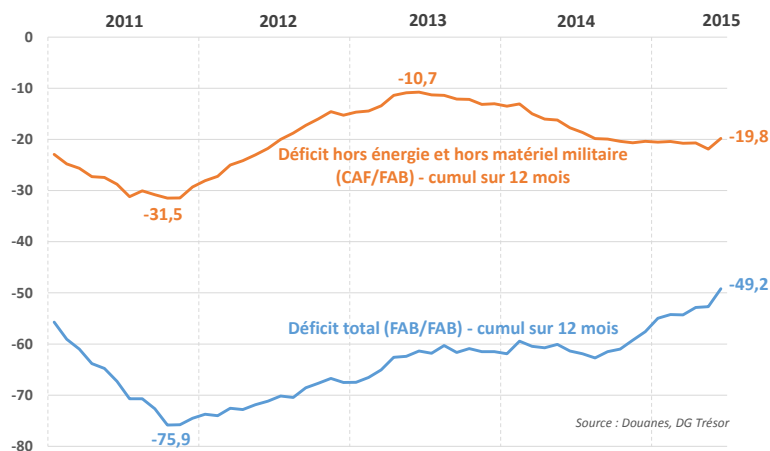
A 9,1 Md€, le déficit hors énergie et matériel militaire se réduit de 10% soit 1 Md€. En cumul sur un an, il est désormais légèrement inférieur à 20 Md€.

Depuis son pic historique du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (17,7 Md€), il a été divisé par deux.

Figure 6 :

Déficit cumulé sur 12 mois - évolution mensuelle depuis 2011

(en Md€ - données brutes)



<sup>6</sup> La valeur des échanges de biens est d’abord évaluée au passage de la frontière française. Cette comptabilisation est dite **CAF/FAB** : pour les importations, « coût, assurance et fret » compris jusqu’à notre frontière nationale ; pour les exportations, « franco à bord » à notre frontière. Afin d’établir une symétrie dans l’évaluation des deux flux d’échanges, entrant et sortant, et ainsi ne pas biaiser le calcul du solde commercial, la Douane procède ensuite au calcul d’un solde **FAB/FAB** global, sur l’ensemble des échanges de biens. Cet ajustement ne peut toutefois être réalisé pour chaque catégorie de biens ; les flux par produit ou par pays partenaire restent donc exprimés en données CAF/FAB.

<sup>7</sup> Données brutes.

<sup>8</sup> La facture énergétique désigne le solde importations - exportations d’énergie.

<sup>9</sup> Brent, source : IHS Economics.

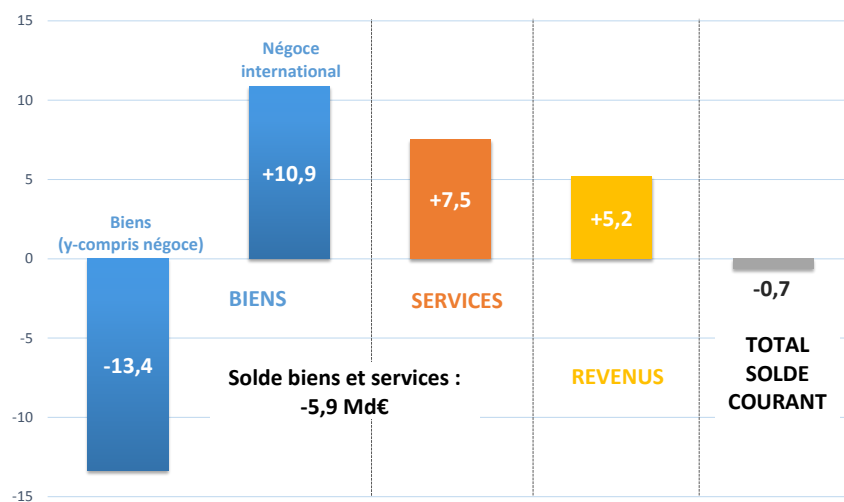
4. Les échanges de services et le négoce international devraient continuer d’enregistrer un excédent important sur le semestre (18 Md€), qui compenserait à plus de 80% le déficit enregistré sur les biens.

Si les biens sont un poste régulièrement déficitaire des échanges extérieurs de la France, d’autres catégories affichent des excédents significatifs et influent positivement sur le solde courant<sup>10</sup> :

- les services, pour lesquels, sur la base des données des 5 premiers mois disponibles à ce jour, l’excédent se situerait autour de 7,5 Md€ ;
- le négoce international (activité d’achat et de revente de marchandises à des non-résidents, sans que celles-ci franchissent physiquement la frontière française<sup>11</sup>), non comptabilisé par les Douanes mais qui fait partie des exportations de biens, au sens de la balance des paiements comme des comptes nationaux. Il enregistrerait un excédent de l’ordre de 11 Md€.

Au total, avec un excédent de plus de 18 Md€, ces deux postes contrebalancent plus de 80% du déficit des échanges de biens.

**Figure 7 :**  
Principales composantes de la balance courante de la France au premier semestre 2015  
(en Md€)



Source : Banque de France, données CVS (sauf négoce international)

Source : Banque de France, traitement DG Trésor. Extrapolation à partir des données des 5 premiers mois de l’année, corrigées des variations saisonnières (sauf négoce international : données brutes). Le périmètre des biens dans la balance des paiements diffère légèrement de celui retenu par les Douanes.

L’ensemble de ces données, issues de la balance des paiements, doivent être prises avec prudence, ne reposant que sur les résultats des 5 mois disponibles à ce jour et constituant des données provisoires, susceptibles de corrections parfois importantes lors de la publication en juin 2016 de la balance des paiements annuelle 2015.

**Encadré 4 : Un déficit courant désormais faible – moins de 1% du produit intérieur brut – fortement révisé à la baisse par la Banque de France en juin**

La Banque de France a publié le 24 juin la balance des paiements de la France pour 2014.

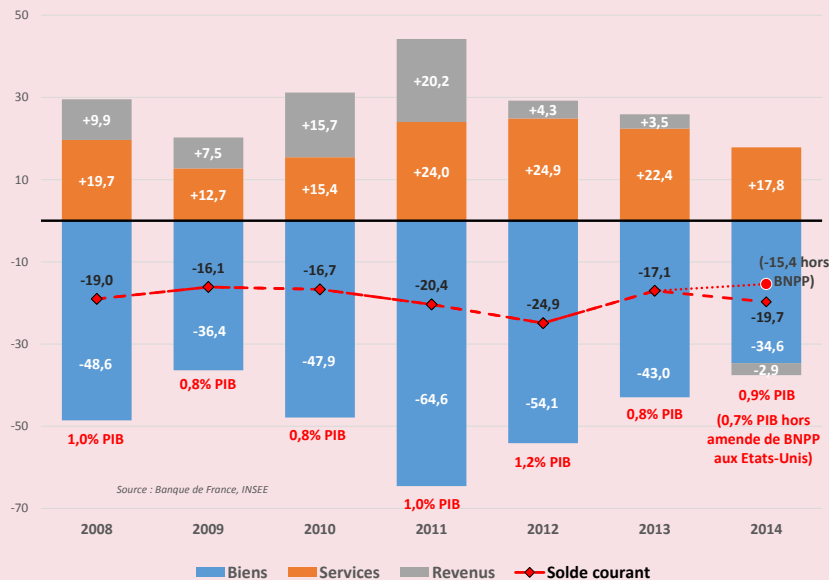
<sup>10</sup> Dans l’attente de la publication le 12 août par la Banque de France de la balance des paiements du mois de juin, ces chiffres reposent sur les données des 5 premiers mois de l’année, le 6<sup>ème</sup> étant considéré identique au 5<sup>ème</sup>.

<sup>11</sup> Le négoce international désigne (i) les achats de marchandises étrangères revendues à des non-résidents sans transiter par le territoire douanier français ainsi que (ii) les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

En 2014, le déficit courant affiche une légère détérioration, à 19,7 Md€ (0,9 % du PIB) après 17,1 Md€ (0,8 % du PIB) en 2013.

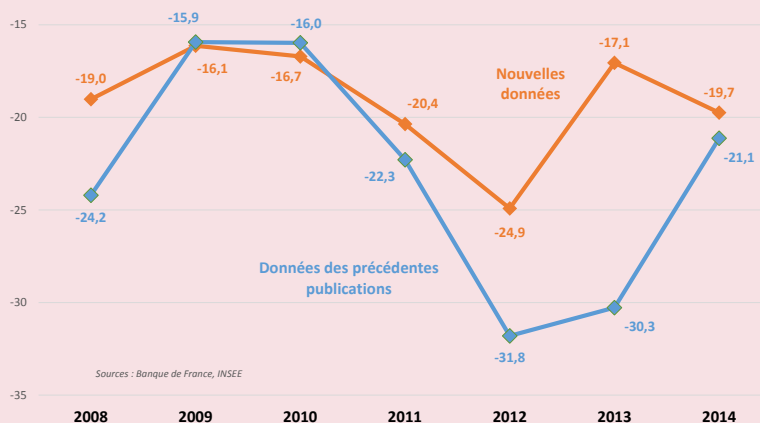
Cette dégradation est toutefois due uniquement à l'amende acquittée par BNP Paribas aux Etats-Unis, sans laquelle le déficit se réduirait légèrement, à 15,4 Md€ (0,7% du PIB).

**Figure 8 : Solde de la balance courante de la France et ses composantes, par an depuis 2008 (en Md€)**



Surtout, le montant du déficit a été fortement révisé à la baisse pour les années 2012 à 2013, respectivement de 0,6 et 0,3 points de PIB.

**Figure 9 : Solde de la balance courante de la France, par an depuis 2008 - révision des données en juin 2015\* (en Md€)**



\* Pour 2014, le solde courant avant révision correspond à l'agrégation des données mensuelles provisoires sur 12 mois.

Le rapport annuel sur la balance des paiements, sur le site de la Banque de France : <http://bit.ly/1hkLNus>

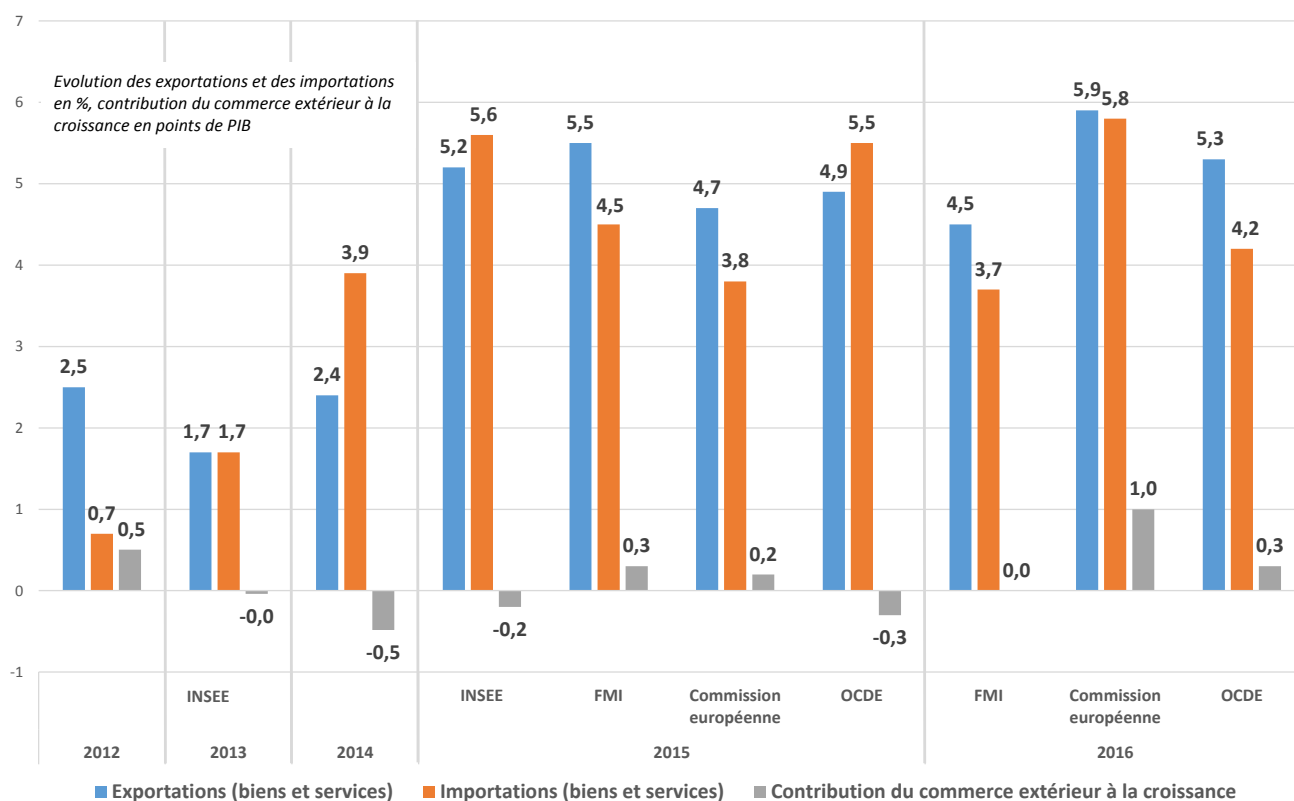
5. Sur l'ensemble de l'année 2015, les exportations pourraient accélérer sensiblement, portées par la reprise de la demande dans les économies avancées et la baisse de l'euro

Sur l'ensemble de l'année 2015, la plupart des prévisions (cf. Figure 10) font état d'une **forte accélération des exportations françaises**, avec une progression comprise selon les institutions **entre 4,9%** (Commission européenne) **et 5,5%** (FMI), **après 2,4%** (biens et services, en volume). L'INSEE retient le chiffre de 5,4%, soit un rythme 2 fois supérieur à celui de 2014.

Elles bénéficieraient en effet à la fois de la baisse de l'euro et d'une demande mondiale adressée à la France dynamique, portée majoritairement par les économies avancées, notamment la zone euro.

Au total, selon les hypothèses de progression des importations, **les prévisions des différentes institutions varient s'agissant de la contribution du commerce extérieur à la croissance en 2015** : l'INSEE et l'OCDE l'estiment négative (respectivement de -0,2 et -0,3 point), le FMI et la Commission européenne positive (de 0,3 et 0,2 point). **La dernière prévision publique du gouvernement** (programme de stabilité, avril 2015) **anticipait une contribution neutre** (0,0 point).

**Figure 10 : Evolution des exportations et des importations (biens et services, en volume) et contribution du commerce extérieur à la croissance : données 2012, 2013, 2014 et prévisions pour 2015 et 2016**



Sources : INSEE, comptes nationaux annuels et note de conjoncture de juin ; FMI : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2015 ; Commission européenne, prévisions de printemps, 5 mai 2015 ; OCDE : Perspectives économiques, juin 2015.

## Une compétitivité de l'économie française qui s'améliore progressivement depuis le deuxième trimestre 2014

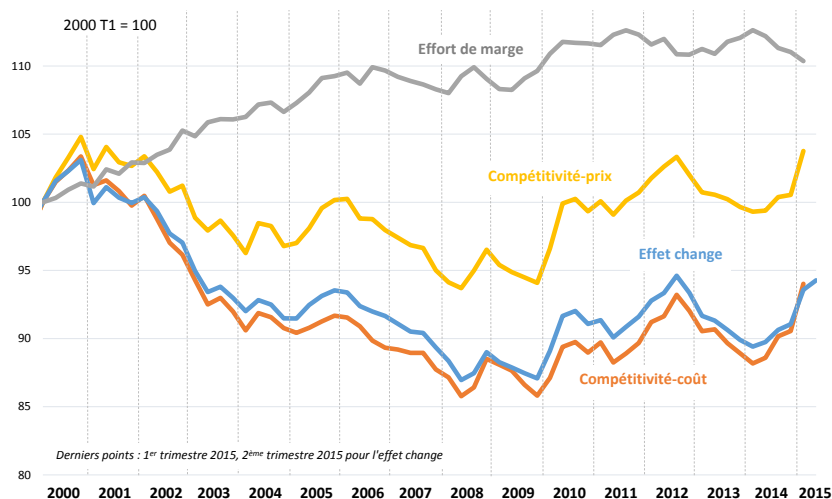
- ✓ Par rapport à nos concurrents de l'OCDE, la **compétitivité-prix et la compétitivité-coût de l'économie française s'améliorent depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 et progressent fortement au 1<sup>er</sup> trimestre 2015** (respectivement de 2,7% et de 4,4% par rapport au trimestre précédent).
- ✓ Elles sont **soutenues principalement par la dépréciation de l'euro** mais aussi, s'agissant de la compétitivité-coût, **par la mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)**.

### 1. Portée principalement par la dépréciation de l'euro, la compétitivité prix et coût de la France s'améliore depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 par rapport à ses grands concurrents de l'OCDE

La **compétitivité-prix et la compétitivité-coût<sup>12</sup> de la France vis-à-vis de ses concurrents de l'OCDE progressent depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2014. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, elles rebondissent fortement**, respectivement de 2,7% et de 4,4% par rapport au trimestre précédent.

**Figure 11 :**

**Compétitivité-prix et compétitivité-coût\* à l'exportation de l'économie française par rapport à 24 pays de l'OCDE et effort de marge des exportateurs français, depuis 2000**



\* Voir définitions dans l'encadré page suivante. **Effet change** = 1 / taux de change effectif nominal

Une hausse des courbes de compétitivité et d'effet-change correspond à une amélioration de la compétitivité de la France.

Sources : données OCDE, calculs DG Trésor

Cette dynamique est principalement due à la baisse de l'euro, avec un taux de change effectif nominal de la France qui s'est déprécié de 6 % entre début 2014 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 (cf. Figure 12).

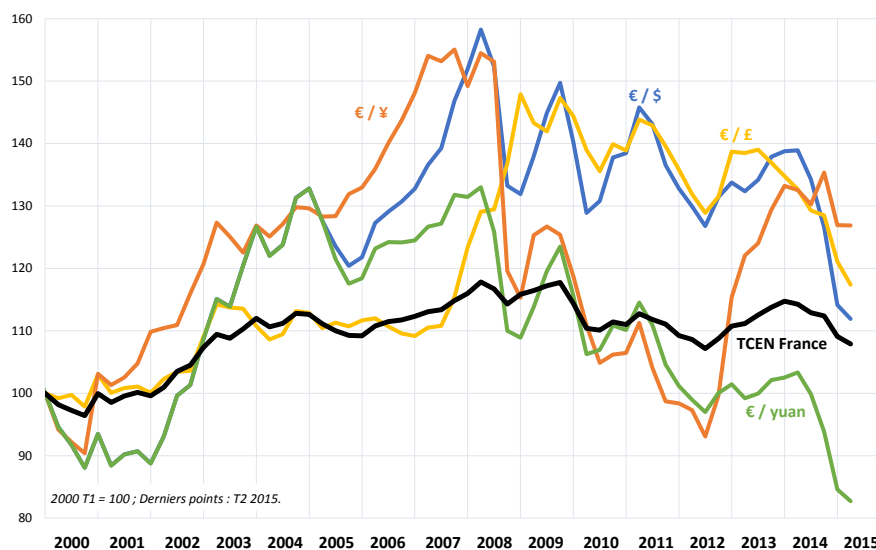
<sup>12</sup> Voir définitions dans l'encadré page suivante.

**Figure 12 : Taux de change effectif nominal (TCEN) de la France et taux de change bilatéraux de l'euro**

Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays.

Une hausse de la courbe correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France.

Sources : données BCE, calculs DG Trésor.



Elle est également favorisée par la mise en place du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), qui contribue à réduire le coût du travail en France. Ainsi, en moyenne sur l'année 2014, elle a permis à la compétitivité-coût de rester quasiment stable (-0,1%), alors qu'elle se serait dégradée sans le CICE.

Par ailleurs, le fait que la compétitivité-prix s'améliore moins nettement que la compétitivité coût traduit une évolution des marges des exportateurs français plus favorable que chez nos principaux concurrents.

#### Encadré 5 : Indicateurs de compétitivité-prix, de compétitivité-coût et effort de marge

La **compétitivité-prix** à l'exportation est définie comme le **rapport entre le prix à l'exportation des biens et services étrangers et celui des biens et services français**. Le prix étranger est la moyenne d'un ensemble de pays, pondéré par la concurrence que chacun d'entre eux exerce sur les différents marchés d'exportation de la France. Cette pondération repose sur (i) l'importance du marché pour la France (poids dans les exportations françaises) et (ii) la part détenue par le concurrent sur ce marché.

La **compétitivité-coût** mesure le **rapport entre les coûts salariaux unitaires de la France** (coût du travail corrigé de la productivité) **et ceux de ces concurrents**. La même pondération par pays que ci-dessus est utilisée. Les coûts sont mesurés sur l'ensemble de l'économie, couvrant à la fois les secteurs les plus exportateurs et ceux moins ouverts aux échanges internationaux.

Les indicateurs de compétitivité-prix et coût de nos principaux partenaires de la zone euro dans la Figure 14 et la Figure 15 sont calculés selon la même méthodologie.

L'**effort relatif de marge** à l'exportation est le **rapport de la compétitivité-prix à la compétitivité-coût**.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune. Cette amélioration peut résulter (i) soit d'une moindre inflation (ii) soit d'une baisse du taux de change nominal de la France (iii) soit d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation dans laquelle la compétitivité-coût se détériore tandis que la compétitivité-prix reste stable peut traduire un effort de compression de leurs marges par les exportateurs français plus important que chez leurs concurrents étrangers.

Ces comparaisons de compétitivité sont réalisées vis-à-vis d'économies avancées (OCDE, zone euro ; cf. ci-dessous) et les indicateurs présentés dans les graphiques portent sur les évolutions (indices en base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2000).

Deux ensembles de pays concurrents sont utilisés :

- 24 pays de l'OCDE : ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque, Slovaquie et Estonie), de l'Islande, du Chili et d'Israël ;
- la zone euro.



Les données sont issues de la base OCDE Perspectives économiques n°97, juin 2015.  
 L'indicateur de compétitivité-coût présenté dans ce dossier prend en compte la baisse de coût du travail liée au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).  
 Sources : DG Trésor, Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

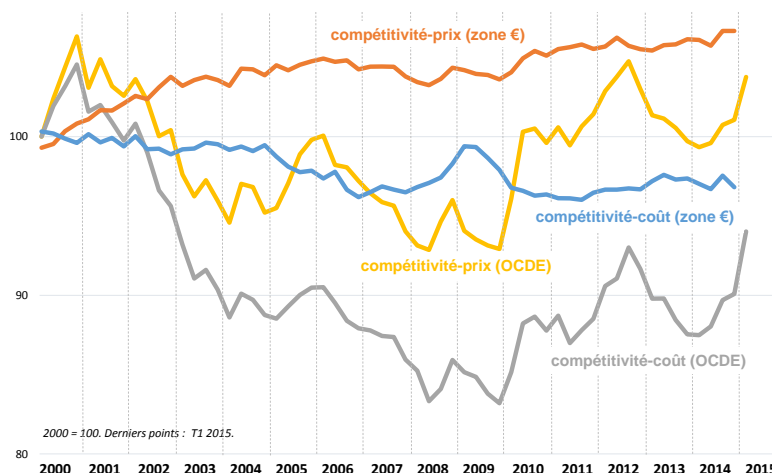
2. Elle reste en revanche plus stable par rapport au reste de la zone euro, qui bénéficie lui aussi de la baisse de la monnaie européenne

Par rapport au reste de la zone euro, qui bénéficie lui aussi de la baisse de la monnaie commune, la compétitivité de la France reste relativement stable (cf. courbes en bleu et orange sur la

Figure 13).

**Figure 13 : Compétitivité-coût et prix par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro**

Une hausse des courbes correspond à une amélioration de la compétitivité.



Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

Les 3 autres grandes économies de la zone euro – Allemagne, Italie, Espagne – enregistrent également une amélioration de leur compétitivité depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, avec pour elles aussi une forte progression au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (cf. Figure 14 et Erreur ! Source du renvoi introuvable.) :

- dans ces 3 Etats comme en France, la compétitivité-coût progresse davantage que la compétitivité-prix, soulignant que les marges des exportateurs s'améliorent ;
- la France enregistre malgré tout l'une des plus fortes croissances, à la fois en comparant le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 au trimestre précédent et au niveau de l'an dernier à la même période.

Compétitivité comparée de la France et des 3 autres grandes économies de la zone euro, par rapport aux pays de l'OCDE, depuis 2000

Figure 14 : Compétitivité prix\*

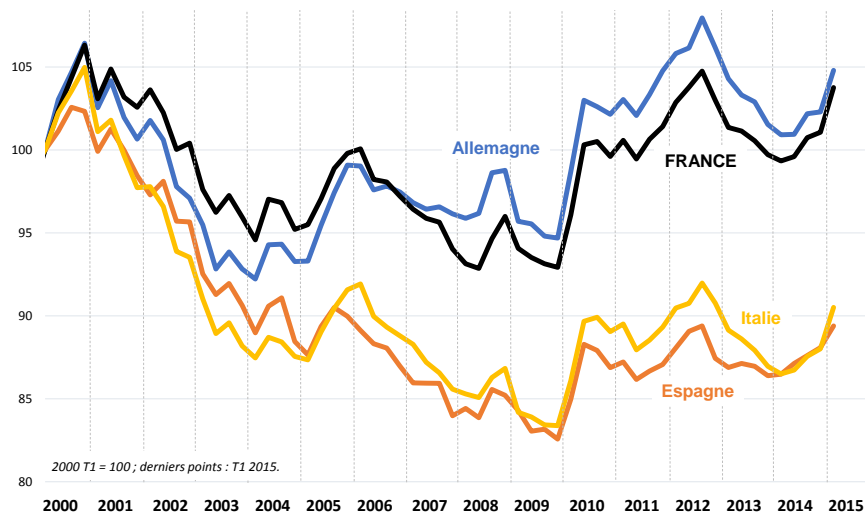
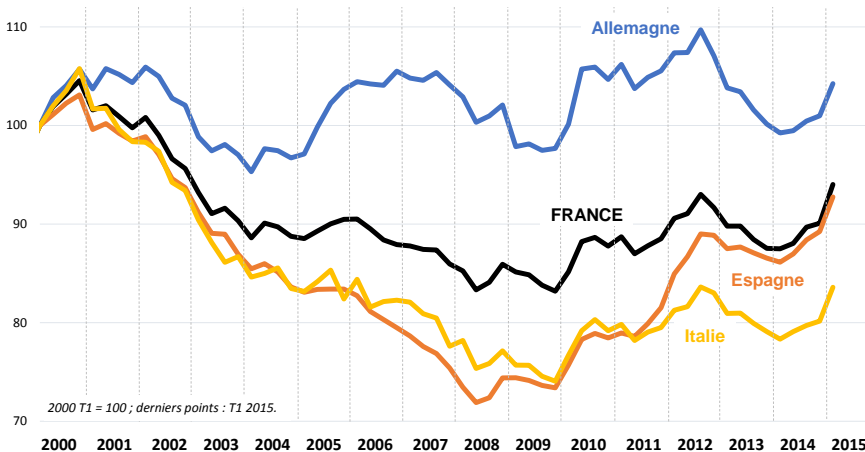


Figure 15 : Compétitivité coût\*



\* Voir définitions dans l'encadré ci-dessus.

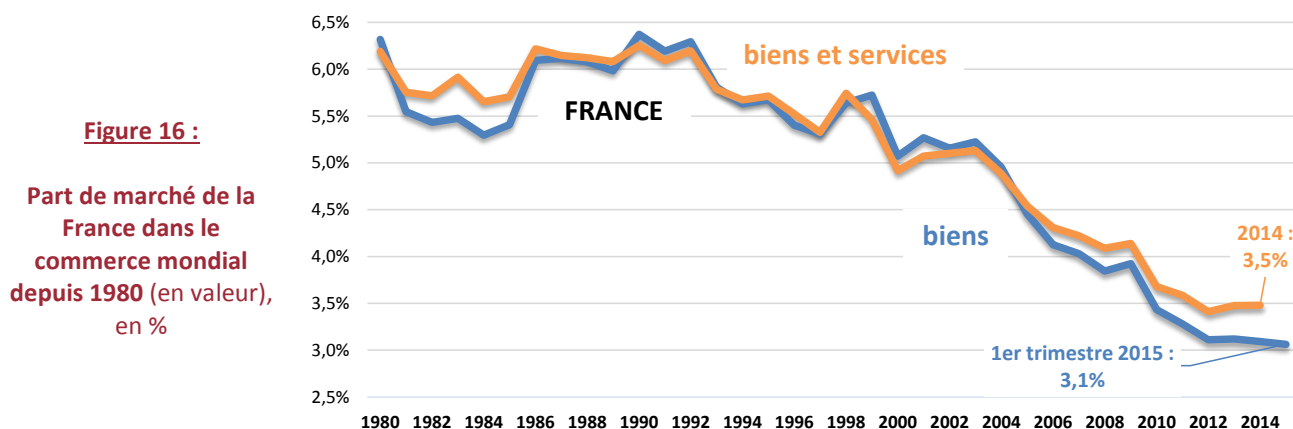
Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

## La tendance à la stabilisation des parts de marché de la France se poursuit

- ✓ La part de marché de la France dans le commerce mondial poursuit sa tendance à la stabilisation engagée depuis la mi-2011, s'établissant en valeur à 3,1% sur les biens au premier trimestre 2015 et à 3,5% sur les biens et services en 2014 (dernière donnée disponible).
- ✓ Cette stabilisation contraste avec le mouvement de long terme à la baisse enregistré depuis le début des années 1990.
- ✓ Elle s'observe également sur les données en volume, qui montrent un léger repli en 2013 et 2014 mais qui reste bien inférieur aux forts reculs enregistrés au cours des années 2000.

1. La part de la France dans le commerce mondial tend à se stabiliser depuis plus de 3 ans en valeur, à 3,1 % sur les biens et 3,5% sur les biens et services, contrastant avec sa tendance de long terme à la baisse depuis le début des années 1990.

La stabilisation de la part de marché en valeur de la France dans le commerce mondial observée depuis la mi-2011 s'est poursuivie en 2014 et au premier trimestre 2015 (dernière donnée disponible). Les exportations françaises représentent 3,1 % des exportations mondiales de biens (1<sup>er</sup> trimestre 2015) et 3,5% des exportations de biens et services (2014).



*Sources :* biens : Fonds monétaire international (FMI), Direction of Trade Statistics (DOTS) ; calculs DG Trésor. Exportations de biens exprimées en dollars. Biens et services : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Perspectives économiques, n°97, juin 2015 ; dernière donnée disponible : année 2014.

La part de marché est ici calculée comme le rapport des exportations au total des exportations mondiales.

Les autres membres de la zone euro enregistrent une tendance proche sur la même période (cf. Tableau 1 et Tableau 2).

Cette stabilisation contraste avec la tendance, depuis le début des années 1990, à une baisse de la part des grandes économies avancées dans le commerce mondial. Le poids de la France est ainsi passé de 5,7 % en 1995 (biens et services) à 4,9 % en 2000 et à 3,5 % en 2014. Cette baisse sur longue période est due en grande partie à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges mondiaux. La Chine en particulier, entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la fin de l'année 2001, a enregistré une progression très

rapide (cf. Figure 1), devenant en 2009 le 1<sup>er</sup> exportateur mondial, devant l'Allemagne. Mais le recul des parts de marché des économies avancées **a pu également refléter, selon les pays, l'évolution de leur compétitivité ou une spécialisation géographique** plus ou moins orientée vers les marchés en forte croissance. Dans le cas de la France, la dégradation de la compétitivité-prix avant la crise a joué, de même qu'une détérioration de la compétitivité hors-prix ; la France a en outre été exposée à la concurrence exercée par l'Allemagne, qui a renforcé sa compétitivité sur cette période.

**Part de marché dans le commerce mondial depuis 1990, en % - données détaillées, en valeur**

**Principaux pays exportateurs**

**Tableau 1 :**  
**Echanges de biens**

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 - T1*
Allemagne	12,1	10,0	8,6	9,4	9,2	9,5	9,0	9,1	8,3	8,2	7,8	7,9	7,8	7,7
France	6,4	5,7	5,1	4,5	4,1	4,0	3,8	3,9	3,5	3,3	3,1	3,1	3,1	3,1
Espagne	1,6	1,8	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7	1,7
Italie	5,0	4,6	3,7	3,6	3,5	3,6	3,4	3,3	3,0	2,9	2,8	2,8	2,9	2,7
Belgique	3,5	3,5	2,9	3,2	3,1	3,1	2,9	3,0	2,7	2,6	2,5	2,5	2,5	2,4
Pays-Bas	3,9	3,5	3,6	3,9	3,9	4,0	4,0	4,0	3,8	3,7	3,6	3,6	3,6	3,4
Royaume-Uni	5,5	4,7	4,4	3,8	3,8	3,2	2,9	2,9	2,8	2,8	2,6	2,9	2,5	2,5
États-Unis	11,6	11,5	12,1	8,7	8,6	8,4	8,1	8,6	8,5	8,2	8,5	8,5	8,8	9,2
Japon	8,5	8,7	7,5	5,7	5,4	5,1	4,9	4,7	5,1	4,6	4,4	3,9	3,7	3,9
Corée	2,0	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,9	3,1	3,1	3,0	3,0	3,1	3,3
Chine	1,9	2,9	3,9	7,3	8,1	8,8	8,9	9,7	10,4	10,5	11,3	12,0	12,1	12,7
Zone euro (15)			29,5	30,4	29,3	30,0	28,6	28,9	26,3	25,6	24,4	24,8	25,0	27,3
OCDE	75,5	72,1	68,8	62,6	60,7	59,9	57,6	58,2	55,8	54,4	53,1	53,1	53,1	53,4

**Tableau 2 :**  
**Echanges de biens et services**

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Allemagne	9,5	9,0	7,7	8,4	8,4	8,7	8,3	8,2	7,7	7,6	7,3	7,4	7,5
France	6,3	5,7	4,9	4,5	4,3	4,2	4,1	4,1	3,7	3,6	3,4	3,5	3,5
Espagne	2,0	2,1	2,2	2,2	2,1	2,2	2,1	2,2	2,0	1,9	1,8	1,9	1,9
Italie	5,1	4,6	3,7	3,6	3,5	3,5	3,3	3,1	2,8	2,8	2,6	2,7	2,7
Belgique	3,0	2,7	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	1,9	1,8	1,9	1,9
Pays-Bas	4,1	4,1	3,5	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	3,2	3,1	3,0	3,1	3,1
Royaume-Uni	5,8	5,3	5,2	4,9	4,9	4,4	4,0	4,0	3,7	3,6	3,5	3,5	3,6
États-Unis	13,0	12,9	14,0	10,2	10,0	9,7	9,4	10,1	9,9	9,5	9,8	9,8	10,0
Japon	7,5	7,7	6,5	5,1	4,8	4,5	4,4	4,1	4,5	4,1	3,9	3,4	3,5
Corée	1,7	2,3	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6	2,7	2,9	3,0	3,1	3,0	3,1
Chine	1,3	2,3	3,6	6,5	7,2	7,8	8,1	8,5	9,3	9,4	10,0	10,5	10,9
Zone euro (15)	..	32,7	28,7	29,4	28,8	29,3	28,4	28,3	25,9	25,3	24,3	24,8	25,2
OCDE	77,1	75,4	72,9	67,6	66,2	65,6	63,8	64,1	61,7	60,4	59,2	59,2	59,8

\* Premier trimestre 2015. Au niveau infra-annuel, les données peuvent enregistrer une variabilité plus forte, liée notamment à la réalisation d'opérations de montant élevé ou au caractère saisonnier de certains flux.

Les 15 pays de la zone euro comptabilisés sont ceux également membres de l'OCDE (Autriche, Belgique, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Espagne).

Sources et mode de calcul de la part de marché : idem Figure 4.

**Encadré 6 : Plusieurs facteurs peuvent expliquer la tendance à la stabilisation des parts de marché de la France observée depuis la mi-2011**

La tendance à la stabilisation des parts de marché de la France dans le commerce mondial s'observe globalement depuis la mi 2011. Elle fait suite à un ralentissement des pertes de part de marché à la fin des années 2000.

Comme cela est fréquent en matière de commerce international, les chiffres précis peuvent varier selon les sources de données utilisées et le champ retenu (biens / biens et services ; valeur / volume ; part dans les exportations mondiales totales / part de marché dite relative, calculée comme la part des exportations françaises dans les exportations d'un nombre défini d'États, par exemple l'OCDE ou la zone euro). Mais la tendance apparaît quel que soit l'indicateur retenu.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette évolution, qui touche d'autres économies avancées, en particulier européennes :

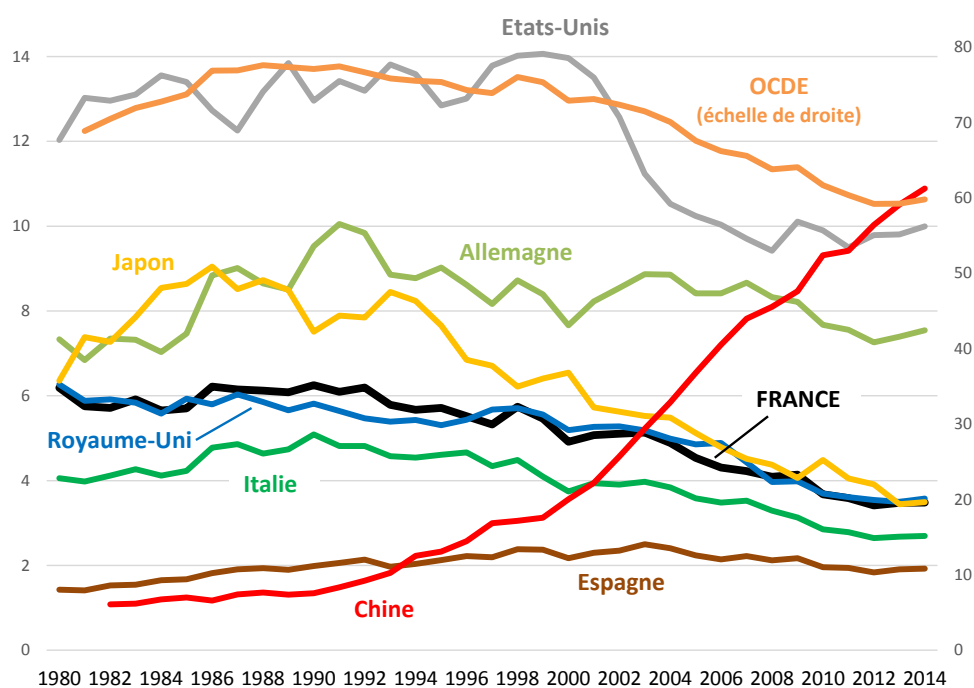
- une progression plus limitée du poids des émergents dans le commerce mondial suite à la crise ;
- une amélioration de la compétitivité-prix de la France entre 2010 et 2012, liée à la dépréciation de l'euro ;
- de bonnes performances sectorielles dans certains domaines, notamment l'aéronautique, au cours des dernières années.

L'analyse des causes de ces évolutions doit toutefois être prise avec prudence et un recul temporel plus grand permettra de mieux les expliquer.

Figure 17 :

Part de marché dans le commerce mondial depuis 1980 (en valeur, échanges de biens et services), en %

Principales économies de l'OCDE et Chine



Sources : idem Tableau 2 ci-dessus

**L'interprétation de la part de marché en valeur est toutefois rendue délicate par les effets de valorisation.** Les variations de la part de marché mondiale en valeur d'un pays reflètent en effet non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques mais aussi la variation des prix des marchandises échangées. Par exemple, lorsque la monnaie d'un pays se déprécie, sa part de marché en valeur est mécaniquement réduite avant que les effets de compétitivité n'influent positivement sur les quantités exportées.

**Il est ainsi nécessaire d'examiner des évolutions en volume,** qui ne sont pas affectées par la variation des prix des biens et services échangés et offrent un meilleur diagnostic sur les évolutions des performances des différents pays de l'OCDE et sur la position relative de la France.

2. Les données en volume font apparaître la même tendance – malgré un léger recul en 2014, qui reste très inférieur à ceux enregistrés au cours des années 2000.

En volume, la part de la France dans le commerce mondial reste elle aussi relativement stable depuis la mi-2011 (cf. Tableau 3, Figure 18 et Figure 19).

). En 2014 (dernière donnée disponible), elle affiche un léger repli, à 3,6 %<sup>13</sup> (cf. Figure 18) – mais qui reste très inférieur aux forts reculs enregistrés au cours de la décennie 2000.

Les autres principales économies de l'OCDE affichent des évolutions contrastées :

- **l'Allemagne voit sa part de marché en volume se stabiliser en 2014 à 7,7 %. C'est elle qui a le mieux résisté depuis le début des années 2000** parmi les pays examinés ;
- **l'Italie est affectée depuis 1995 par un déclin quasi-continu de sa part de marché.** Cette dernière se stabilise en 2014 pour s'établir à 2,7 % ;
- **la position de l'Espagne s'est améliorée au cours des années 1990** sous l'effet de son intégration au sein de l'Union européenne à partir de 1986, mais elle **s'est dégradée dans les années 2000. Depuis 2010, elle présente une tendance à la stabilisation**, avec un niveau qui s'établit en 2014 à 2,0 % ;
- **la part de marché du Royaume-Uni présente une tendance baissière quasi-continue**, passant de 4,4 % en 2000 à 3,4 % en 2014 ;
- **celle des États-Unis, en repli depuis la fin des années 1990, est stable depuis 2009** et s'établit à 9,9 % en 2014 ;
- enfin, dans le cas du **Japon**, après un fort décrochage en 2009 et une baisse continue depuis 2010, la part de marché en volume augmente en 2014 pour s'établir à 4,2 %.

**Tableau 3 :**

**Part de marché dans le commerce mondial depuis 1990 (en volume, base 2010, échanges de biens et services), en %**

	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Allemagne</b>	8,1	7,0	7,5	7,7	7,9	8,1	7,9	7,6	7,7	7,8	7,8	7,7	7,7
<b>France</b>	4,9	4,7	5,0	4,3	4,2	4,0	3,8	3,8	3,7	3,7	3,7	3,6	3,6
<b>Espagne</b>	1,9	2,2	2,5	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	2,0
<b>Italie</b>	4,8	4,9	4,2	3,4	3,4	3,4	3,2	2,9	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7
<b>Belgique</b>	2,8	2,4	2,4	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9
<b>Pays-Bas</b>	3,7	3,6	3,8	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2	3,2	3,1	3,1
<b>Royaume-Uni</b>	5,0	4,7	4,4	4,2	4,3	3,9	3,8	3,9	3,7	3,7	3,6	3,5	3,4
<b>États-Unis</b>	11,3	11,5	11,2	9,4	9,4	9,6	9,8	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9
<b>Japon</b>	5,9	5,1	4,7	4,8	4,8	4,9	4,8	4,0	4,5	4,2	4,1	4,0	4,2
<b>Corée</b>	0,9	1,3	1,9	2,3	2,4	2,5	2,6	2,9	2,9	3,1	3,2	3,2	3,2
<b>Chine</b>	1,4	2,0	3,1	6,2	7,0	7,8	8,2	8,2	9,3	9,5	9,7	10,2	10,4
<b>Zone euro (15)</b>	-	-	30,2	27,9	27,8	27,7	27,1	26,2	25,9	26,0	25,9	25,5	25,6
<b>OCDE</b>	70,6	68,2	70,2	64,7	64,4	63,9	63,2	62,3	61,7	61,6	61,4	60,8	61,1

<sup>13</sup> En base 2010. En 2014, la part de marché de la France est de 3,58% après 3,62% en 2013.

Évolutions des parts de marché en volume de la France et de ses principaux partenaires, depuis 2000

(base 100 en 2000 ; exportations de biens et services)

Figure 18 : Partenaires zone euro

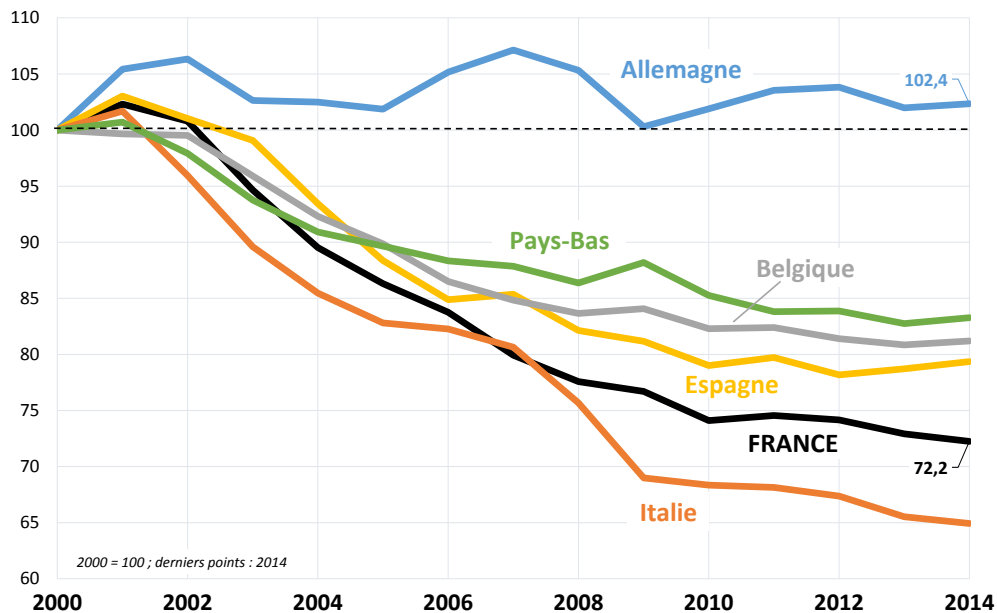
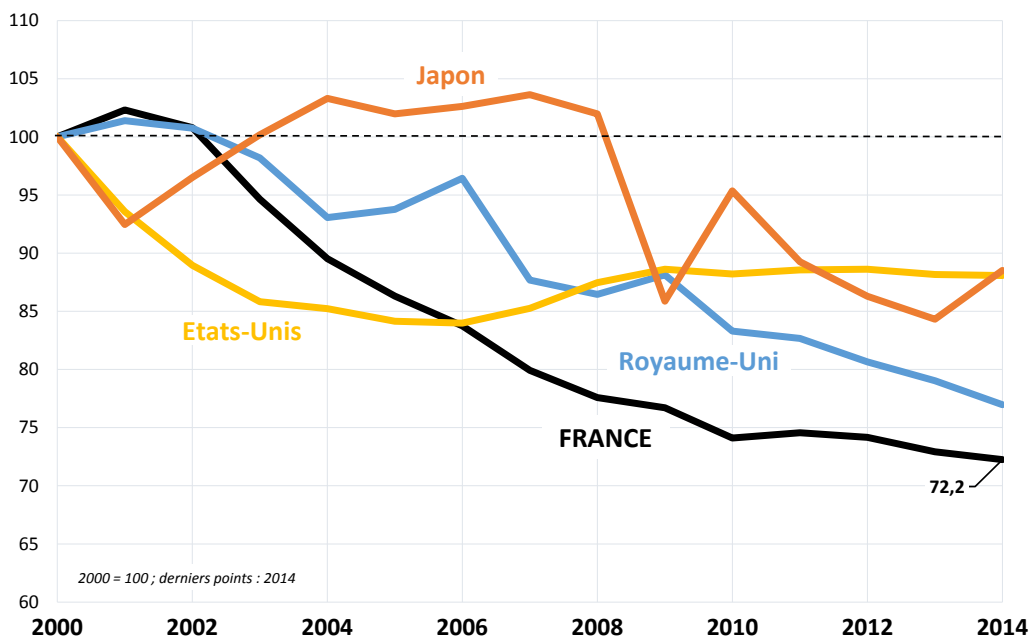


Figure 19 : Partenaires hors zone euro



Sources : idem Tableau 2 ci-dessus.

## La baisse de la croissance dans les économies émergentes en 2015 devrait limiter l'accélération du commerce mondial portée par les économies avancées

- ✓ **En 2015, la croissance mondiale devrait rester modeste (prévision FMI de 3,3 %), en très légère baisse par rapport à 2014. L'activité en zone euro, premier client de la France à l'export, devrait toutefois nettement accélérer par rapport à 2014.**
- ✓ **Le commerce mondial devrait croître à un rythme supérieur à celui de l'activité mondiale (4,1 % selon le FMI, après 3,2 % en 2014). Au sein de la zone euro, les échanges devraient progresser.**

### 1. En 2015, la croissance mondiale devrait marquer le pas, à 3,3 % selon le FMI après 3,4 % en 2014

**La croissance mondiale devrait rester modeste en 2015, proche de son niveau de 2014.** Le Fonds monétaire international (FMI)<sup>14</sup> anticipe ainsi une croissance de **3,3 %**, légèrement inférieure à celle de l'an dernier (3,4 %). L'activité accélérerait dans les économies avancées (prévision FMI de 2,1 % après 1,8 %), notamment en zone euro, tandis que la croissance du PIB dans les économies émergentes diminuerait, en lien avec les récessions brésilienne et russe et la poursuite du ralentissement chinois.

**En zone euro, la croissance de l'activité serait en nette hausse par rapport à l'année dernière (1,5 % selon le FMI après 0,8 % en 2014). Les prix bas du pétrole, le programme de *quantitative easing* mis en place par la Banque centrale européenne en mars et un ralentissement du rythme de consolidation budgétaire soutiendraient la demande intérieure, qui serait le principal moteur de la croissance ; les exportations seraient également soutenues par la dépréciation de l'euro et l'accélération de la demande mondiale. Cependant, les disparités internes à la zone subsisteraient. Les indicateurs conjoncturels disponibles, notamment les enquêtes de conjoncture bien ancrées en phase d'expansion, suggèrent un renforcement de la croissance au 1<sup>er</sup> semestre qui se poursuivrait au 2<sup>nd</sup> semestre.**

**Dans le reste du monde, l'activité resterait plus dynamique, notamment dans les pays anglo-saxons :**

- **aux États-Unis, la croissance résisterait (2,5 % selon le FMI, après 2,4 % en 2014),** en dépit des mauvais résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2015, affecté négativement par les conditions climatiques et les grèves des ports de la côte ouest ;
- **au Japon, la reprise se matérialiserait (+0,8 % selon le FMI après -0,1 % en 2014),** après le recul de l'activité observé en 2014, en lien avec la hausse de 3 points de la taxe sur la valeur ajoutée intervenue au 1<sup>er</sup> avril 2014 ;
- **dans les économies émergentes, la croissance ralentirait en 2015 (prévision FMI de 4,2 % après 4,6 % en 2014), affichant un rythme nettement inférieur à celui prévalant avant 2008** (croissance annuelle comprise entre 7,3 % et 8,8 % de 2004 à 2007).

**La croissance mondiale reste néanmoins soumise à plusieurs aléas, positifs comme négatifs. En zone euro,** une reprise de la dépréciation de l'euro constituerait un facteur de soutien supplémentaire à l'activité. A l'inverse, un rebond trop prononcé des prix du pétrole pèserait sur la croissance. **Dans les économies émergentes,** les variations des prix des matières premières et les sorties de capitaux constituent des risques majeurs. En outre,

<sup>14</sup> *Perspectives économiques mondiales*, actualisation de juillet 2015.



le risque d'accentuation des tensions politiques, en particulier en Russie, est toujours présent. À l'inverse, un éventuel assouplissement monétaire dans les économies émergentes (même si l'inflation élevée limite les marges de manœuvre) constitue un aléa haussier.

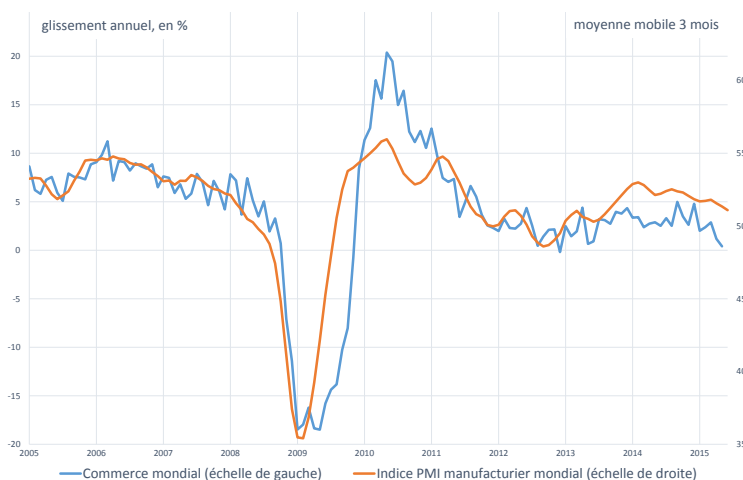
**2. Le commerce mondial connaîtrait en revanche une accélération et progresserait plus vite que l'activité (4,1 % selon le FMI)**

D'après les principaux organismes internationaux, la croissance du commerce mondial devrait être en 2015 plus marquée que celle de l'activité : il progresserait de 4,1 % selon le FMI, après 3,2 % en 2014<sup>15</sup> (biens et services). L'OCDE et la Commission européenne prévoient une accélération légèrement plus faible, à respectivement 3,9 % et 3,8 %. Les indicateurs disponibles vont dans le sens de cette amélioration des perspectives, notamment les indices des directeurs d'achat (cf. *Erreur ! Source du renvoi introuvable.* *Erreur ! Source du renvoi introuvable.*). Le CPB estime toutefois que le commerce mondial a nettement ralenti au 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

Ces rythmes de progression restent néanmoins bien en-deçà de leur niveau de longue période avant crise, où ils atteignaient 6,5 % par an en moyenne entre 1990 et 2008.

**Figure 20 :**

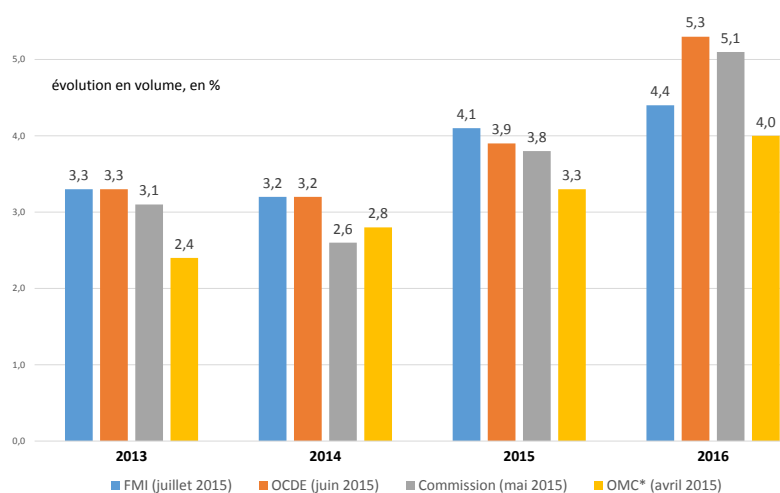
**Commerce mondial et indice PMI manufacturier mondial, depuis 2005**



Sources : Centraal Planbureau (CPB), Markit. Derniers points : mai (commerce), juin (PMI)

**Figure 21 :**

**Croissance annuelle du commerce mondial, en volume, et projections (%)**



\* Les données et prévisions du FMI, de l'OCDE et de la Commission européenne couvrent les échanges de biens et de services. Celles de l'OMC ne portent que sur les biens.

Sources : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour de juillet 2015 ; OCDE, Perspectives économiques, juin 2015 ; Commission européenne, Perspectives économiques européennes, mai 2015 ; Organisation mondiale du commerce (OMC), avril 2015.

<sup>15</sup> Taux de croissance annuel moyen, en volume.

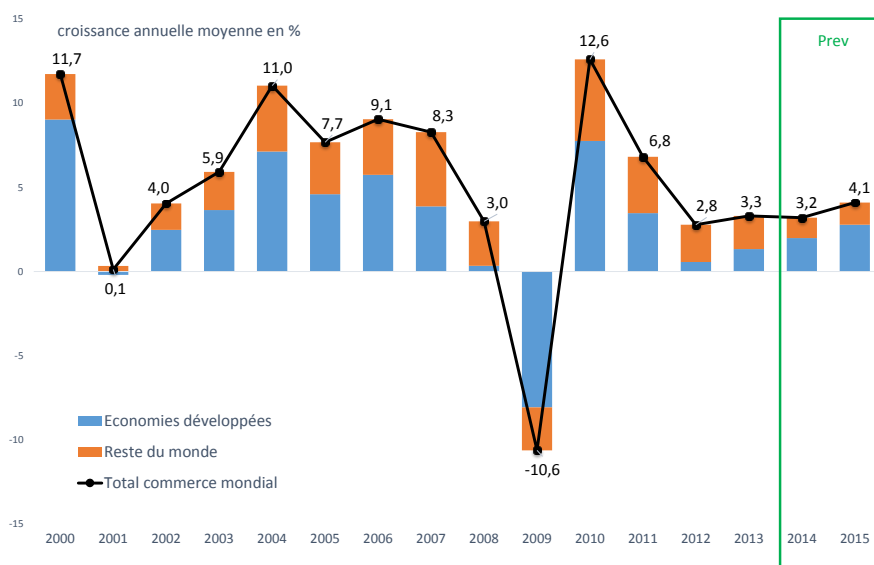
En termes de répartition entre grandes zones économiques, les échanges dans les économies émergentes et en voie de développement seraient moins dynamiques, pénalisés par les difficultés traversées par une partie des émergents : le FMI prévoit une croissance des importations de **3,6 % en 2015, un plus bas depuis 2009**, puis une accélération à 4,7 % en 2016. Ces chiffres demeurent très inférieurs au rythme connu avant la crise, avec des taux de croissance annuelle compris entre +12 % et +16 % sur la période 2003-2007.

La contribution des économies développées à la croissance du commerce mondial s'amplifierait en revanche, reflet de la reprise dans cette zone, avec une croissance des importations de **4,5 % en 2015 et 2016 (après 3,3 % en 2014)** selon le FMI.

Figure 22 :

Commerce mondial : évolution annuelle et contribution des principales zones

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2015 et mise à jour de juillet 2015.

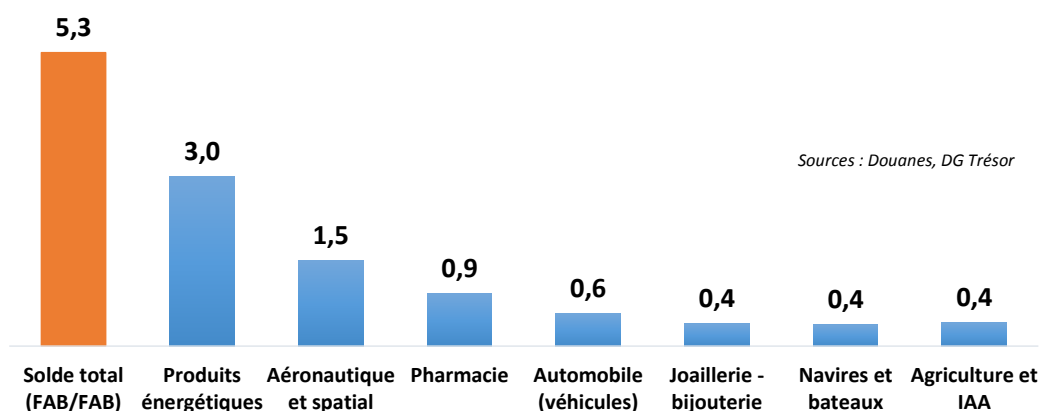


De bonnes performances à l'export dans l'aéronautique et l'automobile, un allègement de 12% de la facture énergétique et un redressement de l'excédent dans la pharmacie

- ✓ **4 grands secteurs contribuent à l'essentiel de la réduction (5,3 Md€) du déficit : l'énergie**, du fait de la baisse des importations liée au recul du prix du pétrole ; **l'aéronautique et l'automobile**, grâce à des exportations dynamiques ; **la pharmacie**, dont les importations avaient fortement progressé en 2014 (importation notamment d'un traitement contre l'hépatite C) et retrouvent maintenant leur niveau de 2013.
- ✓ Au-delà, **la plupart des secteurs voient leurs exportations progresser**, à l'exception des produits énergétiques, et peu de soldes sectoriels se dégradent de manière significative. **La chimie**, force traditionnelle de la France, **voit toutefois ses exports reculer**. Le déficit se creuse en outre sur plusieurs produits électroniques et électriques (téléphones, équipements électriques et ménagers, ordinateurs), dont les importations peuvent avoir été soutenues par une reprise des dépenses de consommation intérieure.
- ✓ **Sur les « familles » de produits prioritaires de la stratégie du commerce extérieur, l'excédent reste élevé, à plus de 5 Md€, et les exportations progressent.**

1. Un nouvel allègement de la facture énergétique, de bons résultats dans l'aéronautique et l'automobile, un redressement de l'excédent de la pharmacie et des exportations en hausse dans la plupart des secteurs

**Figure 23 : Principales améliorations des soldes commerciaux sectoriels par rapport au semestre précédent (en Md€)**  
(données cvs)



*La facture énergétique s'allège à nouveau de 12%, la baisse du cours du pétrole permettant un nouveau recul des importations*

**La facture énergétique (solde importations - exportations d'énergie) baisse de 12%** soit 3 Md€, passant de 24,8 Md€ à 21,8 Md€, du fait du recul des importations – lié à la baisse du prix du pétrole.

A noter que **le montant des imports énergétiques repart néanmoins à la hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre, dans un contexte de remontée des prix du pétrole, alors qu'il baissait de manière presque continue depuis début 2012.**

La facture énergétique fait l'objet d'une fiche spécifique.

*De bons résultats dans le secteur aéronautique et spatial, dont les exportations progressent de 11% sur le semestre et dont l'excédent repasse au-dessus de 11 Md€ après avoir chuté fin 2014*

Les livraisons aéronautiques et spatiales croissent fortement sur le semestre (+11%) et atteignent un **niveau record de près de 29 Md€.**

Le secteur retrouve ainsi un excédent de plus de 11 Md€, après avoir baissé à la fin 2014.

**Encadré 7 : Sur le premier semestre, Airbus dépasse Boeing en nombre de commandes mais reste derrière l'avionneur américain en nombre d'appareils livrés\***

**Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, Airbus a devancé son concurrent Boeing en nombre de commandes – 348 commandes nettes contre 281 pour l'avionneur américain.** La demande des compagnies aériennes pour de nouveaux appareils reste forte et la plupart d'entre elles ont pu bénéficier d'une amélioration de leurs perspectives grâce à la baisse du cours du pétrole, qui représente pour elles un poste de coût important. La principale difficulté à laquelle les avionneurs doivent faire face est de **faire monter en puissance leur production pour répondre à la demande sur les appareils moyen-courrier, avec des carnets de commande qui sont à un plus haut historique.** Airbus enregistre un carnet de plus de 6 000 commandes, qui représente **près de 10 ans de production au rythme actuel.**

**Le moyen-courrier reste le segment privilégié** pour les deux avionneurs et représente 81% du carnet de commandes d'Airbus en termes de nombre d'avions. Ce segment est toujours porté par la **hausse de la demande de transport intra-région**, en particulier dans les économies émergentes et en développement. **La croissance de la demande de transport aérien reste très liée à la croissance économique mondiale** et très sensible aux chocs économiques majeurs.

**En nombre de livraisons, Airbus est une nouvelle fois dépassé par Boeing sur les 6 premiers mois de l'année, avec 304 appareils livrés**, contre 381 pour l'avionneur américain. Le rythme des livraisons modéré par rapport aux commandes est lié à la phase de renouvellement technologique dans laquelle se trouvent les avionneurs, avec en particulier l'arrivée prochaine de l'A320 NEO et du B737 MAX.

**De nouvelles versions d'appareils chez Airbus**

**La première livraison de l'A320 NEO est attendue au deuxième semestre 2015.**

La stratégie de **remotorisation de l'A330** a été annoncée en 2014, avec une mise en service des nouveaux appareils prévue en 2017. Elle est à l'étude pour l'A380, le très gros porteur d'Airbus.

**L'A350 XWB a quant à lui effectué son premier vol commercial** au premier semestre 2015 et sa production devra monter en cadence pour satisfaire le carnet de commandes de 780 appareils, avec 4 appareils livrés au premier semestre 2015.

**Dans l'industrie spatiale, Ariespace a procédé à 5 lancements** sur le semestre : 2 lancements Ariane 5 pour la mise en orbite de 4 satellites géostationnaires, 1 lancement Soyuz de 2 satellites du système européen Galileo et 2 lancements Vega chargés du véhicule expérimental IXV de l'Agence spatiale européenne (ASE) et d'un satellite pour la Commission européenne et l'ASE (Sentinel 2A). Ariespace se positionne ainsi comme **le premier lanceur de satellites géostationnaires commerciaux sur le semestre**, devant SpaceX (3) et ILS (2). Sur la même période, le groupe Airbus a signé un contrat avec OneWeb pour la conception et la fabrication des satellites de la constellation OneWeb, qui vise à disposer de plus de 600 satellites actifs en orbite et de révolutionner l'accès à internet dans les régions du monde les moins connectées.

*\* Les données présentées dans cet encadré correspondent aux commandes et livraisons totales de la société Airbus (et de l'américain Boeing) ; elles diffèrent des exportations d'Airbus depuis la France, que comptabilisent les Douanes.*

*Reprise des exportations de l'industrie automobile (+8%), après leur tassement de 2014. Elles repassent le seuil des 20 Md€ sur un semestre pour la première fois depuis 3 ans*

**Les exportations de l'industrie automobile progressent de 8% sur le semestre**, à 21,2 Md€. Elles bénéficient surtout de la **forte croissance des ventes de véhicules** (+11% soit 1,4 Md€, à 13,9 Md€), **grâce à l'amélioration du marché européen**, notamment en Espagne et au Royaume-Uni où la demande intérieure est dynamique. Les exportations d'équipements progressent également mais à un rythme plus modéré (+2,9% à 7,3 Md€).

L'impact de ces bonnes performances sur le déficit du secteur est atténué par une progression elle aussi marquée des importations (+5%) mais **le déficit se résorbe** malgré cela **de près de 500 M€** (600 M€ pour les véhicules).

*Un redressement de l'excédent de la pharmacie après une année 2014 difficile – dû principalement à la baisse des imports, qui retrouvent leur niveau de 2013. Les exportations progressent également.*

**En 2014, le secteur de la pharmacie avait fortement pesé sur le déficit commercial**, du fait notamment de l'importation d'un nouveau traitement coûteux contre l'hépatite C.

Ce semestre, **l'excédent du secteur se redresse fortement, de près d'1 Md€, passant de 1,2 Md€ à 2,2 Md€, soit un quasi-doublement.**

Cette évolution est **liée principalement à une baisse des importations**, de près de 800 M€, qui **retrouvent globalement leur niveau d'avant les opérations intervenues en 2014**, à 12,5 Md€ (contre 13,1 Md€ et 13,3 Md€ aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> semestres 2014).

**Les exportations progressent également (+1,1%), même si leur rythme ralentit**, après +6,0% au semestre précédent.

*Le secteur agricole et agroalimentaire affiche lui aussi de bonnes performances : les exportations de céréales repartent très fortement à la hausse et celles de boissons progressent (+4,6%). Les filières viandes et produits laitiers résistent assez bien.*

**Les céréales, l'un des grands secteurs excédentaires français, avaient pesé en 2014 sur le déficit commercial**, dans un contexte de baisse des cours et de mauvaise qualité des récoltes. Au 2<sup>ème</sup> semestre, leurs exportations avaient chuté de 18% en valeur.

**Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, les exportations du secteur rebondissent de 37% en valeur (à 4,2 Md€) et de 20% en volume.** Par rapport à la même période l'an dernier, les ventes restent également bien orientées (+11,8%) tandis que les volumes s'accroissent de 24% en raison de la forte progression des exportations d'orge et surtout de maïs (+72% en valeur), dont la dernière récolte a été particulièrement abondante. L'évolution des cours est en revanche restée défavorable sur les 6 premiers mois de l'année<sup>16</sup>. Avant le lancement de la nouvelle campagne sur la seconde partie de l'année, les exportations de blé se sont redressées en valeur par rapport au semestre précédent (+26% à 2,2 Md€, mais -6% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'an dernier), en partie grâce aux débouchés ouverts sur les marchés asiatiques pour écouler une partie des blés fourragers décotés issus de la campagne précédente<sup>17</sup>.

Au sein des industries agroalimentaires (IAA), **les exportations de boissons progressent de 4,6% (7,2 Md€ pour 5,6 Md€ d'excédent)**, soutenues par la croissance des ventes vers notre premier client, les Etats-Unis, et vers la

<sup>16</sup> L'indice composite du Conseil international des céréales (*IGC Grains and Oilseeds Index*) se situe en moyenne à 204 sur le semestre, contre 223 au semestre précédent et 243 au premier semestre 2014 (base 100 en janvier 2000).

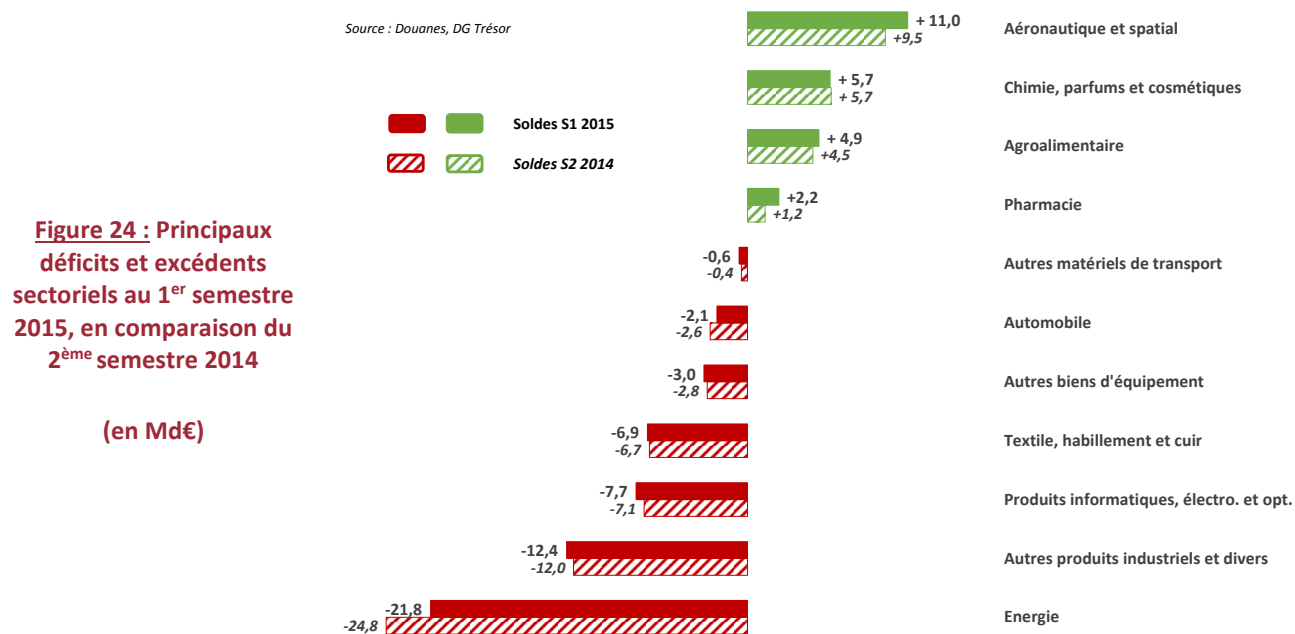
<sup>17</sup> Une partie importante de la récolte issue de la dernière campagne a été déclassée et vendue en tant que blés fourragers, destinés à la consommation animale, dont les prix subissent une décote par rapport aux blés meuniers, destinés à la consommation humaine.

Chine et Hong Kong<sup>18</sup>, marchés parmi les plus dynamiques ces dernières années. Hors boissons les ventes des IAA sont stables (+0,9% à 14,9 Md€).

Les exportations de viandes augmentent modérément à 2,3 Md€ (+2,8%) avec un déficit stable à 0,6 Md€.

L'excédent est également stable pour les produits laitiers (1,7 Md€), avec des exports qui reculent sensiblement (-2,8% après -3,8% au semestre précédent) mais restent relativement élevés en niveau (3,4 Md€), malgré la fin des quotas laitiers dans l'Union européenne.

Au total, les ventes de produits agricoles et agroalimentaires progressent de 3,7% et l'excédent de 400 M€, à 4,9 Md€.



2. Peu de secteurs voient leurs exportations diminuer ou leur solde se dégrader sensiblement. La chimie est le principal grand secteur dont les exports reculent, tandis que le déficit sur les produits électriques et informatiques se creuse de 500 M€.

*Les exportations de produits chimiques reculent de 1%*

Les exportations de produits chimiques, force traditionnelle de la France à l'export, reculent de 1,0%<sup>19</sup>.

Le secteur, qui dans la nomenclature douanière est traditionnellement groupé avec les parfums et cosmétiques, reste néanmoins notre **deuxième grand excédent sectoriel**, à 5,7 Md€, derrière l'aéronautique et devant le secteur agricole et agroalimentaire.

<sup>18</sup> Respectivement +32%, +45% et +26% en glissement annuel (données brutes) vers ces trois marchés.

<sup>19</sup> Hors parfums et cosmétiques dont les ventes progressent de 2% à 6,7 Md€.

*Une hausse des imports de plusieurs produits électriques et informatiques creuse de 500 M€ le déficit du secteur, même si celui-ci voit ses exportations progresser fortement*

Les équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques voient leur **déficit se creuser de 500 M€**, à 10,5 Md€. Cette évolution est liée à une croissance significative des imports (+4,3%), concentrée sur les **téléphones** (+7,8%), les **équipements électriques et ménagers** (+5,9%) et les **ordinateurs** (+3,8%).

Ces achats ont pu être soutenus par une **reprise des dépenses de consommation intérieure** en France.

**Dans le même temps, les exportations du secteur progressaient fortement**, de 6,0% soit 800 M€, soutenues en particulier par des ventes de composants et de cartes électroniques en Allemagne et aux Pays-Bas, ainsi que d'instruments de mesure et de précision aux Etats-Unis et à l'Inde.

### 3. Les « familles » de produits prioritaires de la stratégie pour le commerce extérieur continuent d'enregistrer un excédent de plus de 5 Md€ et leurs exportations progressent

*Les exportations des 4 « familles » de produits suivies depuis 2012 progressent fortement (4,7%), à un rythme supérieur aux exportations françaises dans leur ensemble*

**La France enregistre un excédent de 3,7 Md€**, en progression de 1,6 Md€ par rapport à l'an dernier à la même période, **sur les 4 « familles » de produits prioritaires à l'export identifiées en 2012<sup>20</sup>**.

**Tableau 4 : Synthèse des évolutions des échanges extérieurs français dans les 4 « familles » de produits de la stratégie pour le commerce extérieur identifiées en 2012**

(en Md€, données douanes brutes collectées)

	1er semestre 2014			1er semestre 2015			Croissance en g.a.		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	
<b>Mieux se nourrir</b>	Agroalimentaire	28,3	24,2	4,1	29,3	24,9	4,4	3,6%	3,1%
	Machines agricoles	1,5	2,1	-0,6	1,5	1,9	-0,4	-1,8%	-7,0%
	<i>Total Mieux se nourrir</i>	29,8	26,3	3,5	30,8	26,9	3,9	3,3%	2,3%
<b>Mieux se soigner</b>	Cosmétiques	6,3	1,9	4,4	6,7	2,1	4,6	5,9%	6,0%
	Appareils médicaux	3,1	3,8	-0,7	3,0	4,1	-1,0	-1,0%	6,4%
	Produits pharmaceutiques	13,3	12,5	0,8	14,3	11,8	2,5	7,5%	-5,7%
<i>Total Mieux se soigner</i>	22,7	18,3	4,4	24,0	17,9	6,1	5,9%	-1,9%	
<b>Mieux communiquer</b>	Produits électriques et matériel informatique	7,6	13,9	-6,3	8,1	14,9	-6,8	6,6%	7,4%
	Services de télécom., d'informatique et d'information*	6,8	7,5	-0,7	7,5	7,9	-0,5	9,4%	5,8%
	<i>Total Mieux communiquer</i>	14,4	21,4	-6,9	15,6	22,8	-7,3	7,9%	6,9%
<b>Mieux vivre en ville</b>	Ecoproduits	4,5	3,4	1,1	4,5	3,6	0,9	-0,6%	6,1%
	Matériel ferroviaire	0,4	0,4	0,0	0,3	0,3	0,0	-17,5%	-11,7%
	Services de construction*	1,0	1,0	0,0	1,0	0,9	0,1	6,6%	-6,8%
<i>Total Mieux vivre en ville</i>	5,9	4,8	1,1	5,9	4,9	1,0	-0,5%	2,1%	
<b>Total 4 Mieux</b>	<b>72,8</b>	<b>70,7</b>	<b>2,1</b>	<b>76,2</b>	<b>72,5</b>	<b>3,7</b>	<b>4,7%</b>	<b>2,6%</b>	

Source : Douanes, Banque de France, DG Trésor

\* Acquis à 5 mois pour les services en 2015

**2 des 4 secteurs voient leur excédent progresser par rapport au premier semestre 2014**, en particulier la famille « **mieux se soigner** » (+1,7 Md€), qui conforte ainsi son rang de **premier excédent parmi les 4 familles de produits**. Il se renforce également de 0,4 Md€ sur la famille « **mieux se nourrir** ».

**En revanche, les familles « mieux communiquer » et « mieux vivre en ville » voient leur solde se dégrader**, respectivement de 0,3 Md€ et 0,1 Md€.

<sup>20</sup> Dans l'attente des chiffres des échanges de services pour le mois de juin 2014, les résultats semestriels présentés ici sont temporaires s'agissant des services, dans lesquels le dernier mois (juin) a été supposé identique au précédent.

Les exportations sont en hausse sur 3 des 4 secteurs : « mieux se nourrir » (+3,3%, à 30,8 Md€), « mieux se soigner » (+5,9%, à 24 Md€) et « mieux communiquer » (+7,9%, à 15,6 Md€). Avec une baisse de 0,6% des ventes d'écoproduits et de 17% (à 4,5 Md€) de matériel ferroviaire (à 0,3 Md€), les exportations de la famille « mieux vivre en ville » reculent en revanche de 0,5% (à 5,9 Md€).

Au total, sur les 4 familles, les exportations progressent plus rapidement que les exportations françaises de biens dans leur ensemble sur le semestre.

Figure 25 : Evolution semestrielle des exportations des quatre « familles » de produits prioritaires de la stratégie pour le commerce extérieur (Md€, données brutes collectées)

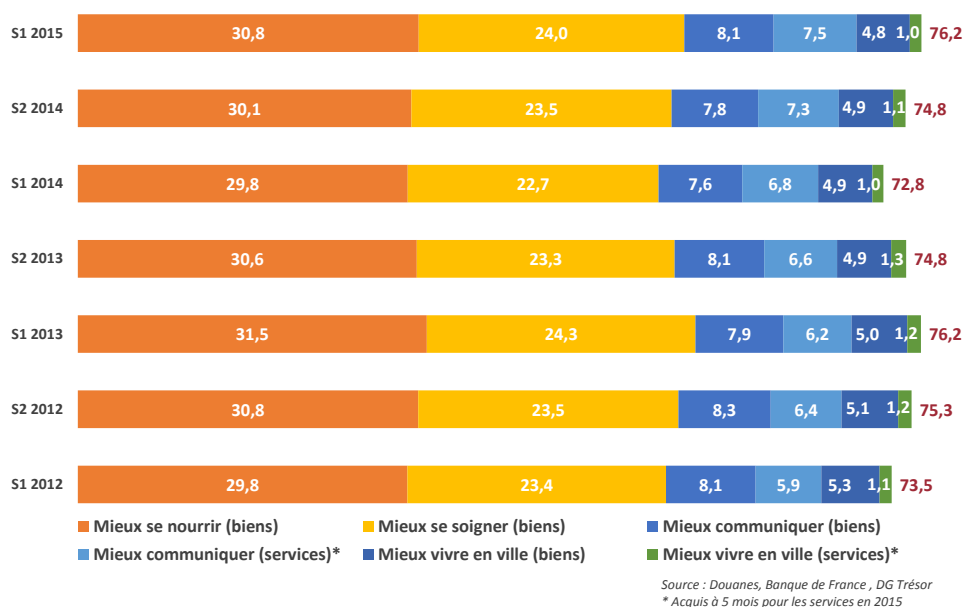
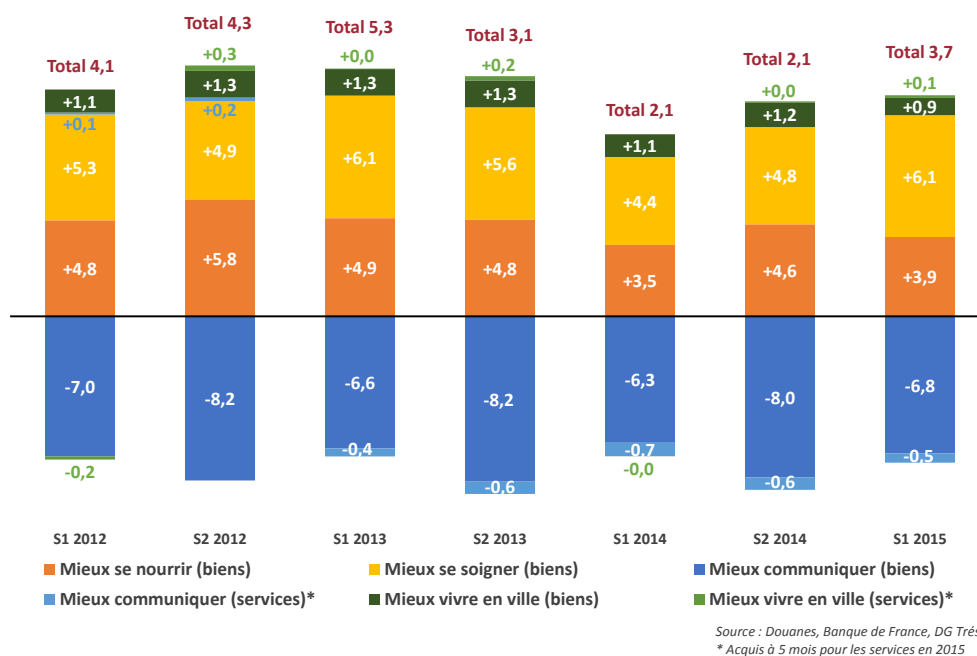


Figure 26 : Evolution semestrielle des soldes des quatre « familles » de produits prioritaires de la stratégie pour le commerce extérieur (en Md€, données brutes collectées)



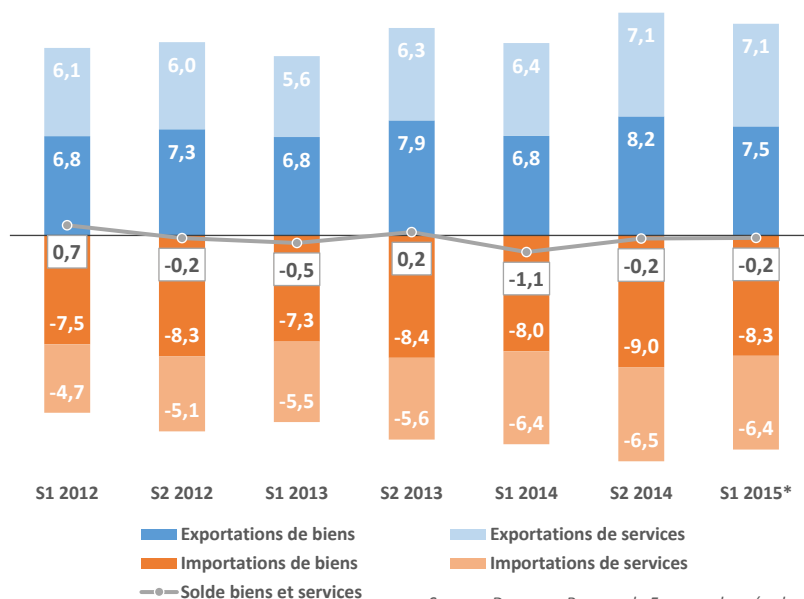


*Les industries culturelles et créatives (ICC) ne sont plus que très légèrement déficitaires (-0,2 Md€)*

**3 nouvelles « familles » de produits stratégiques ont été identifiées depuis 2014** par le Secrétariat d'Etat au commerce extérieur : **les industries culturelles et créatives, le tourisme et, plus récemment, les énergies renouvelables<sup>21</sup>.**

**Les industries culturelles et créatives représentent 15 Md€ d'exportations sur le semestre (-4,9% mais en hausse de 10% par rapport à la même période l'an dernier), en retenant le champ de l'« économie créative » défini par la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)<sup>22</sup>.** A titre de comparaison, leur montant est supérieur aux exportations de véhicules automobiles et légèrement inférieur à celles de produits pharmaceutiques. **La France est le 5<sup>ème</sup> exportateur mondial du secteur.** Sur le semestre, elle **enregistre un déficit stable, de 0,2 Md€** ; par rapport à l'an dernier à la même période (1,1 Md€), il s'est fortement réduit.

**Figure 27 :**  
**Evolution semestrielle des échanges de biens et services des industries culturelles et créatives, au sens de la CNUCED**  
**(en Md€)**



Source : Douanes, Banque de France - données brutes  
\* Acquis à 5 mois pour les services en 2015

*Le tourisme a en revanche vu son excédent reculer sensiblement depuis 1 an*

**Sur les 6 premiers mois de l'année, l'excédent des services de voyages<sup>23</sup> se contracte légèrement, à 1,8 Md€.** Ce niveau, proche de celui du semestre précédent (2,1 Md€), est toutefois 3 fois plus faible que sa moyenne des années 2012 et 2013. La forte croissance des dépenses à l'étranger de résidents français (qui constituent des importations) pèse sur notre excédent depuis plusieurs semestres, tandis qu'à l'inverse les dépenses en France de non-résidents (qui constituent des recettes ou exportations) ont sensiblement reculé depuis 1 an.

<sup>21</sup> Ces dernières doivent encore faire l'objet de la définition d'un champ statistique à suivre dans les résultats du commerce extérieur.

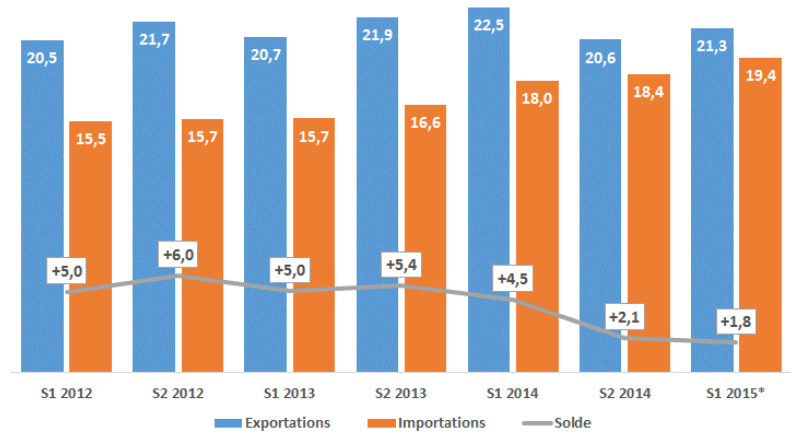
<sup>22</sup> Les données relatives à certains des postes de services identifiés par la CNUCED n'étant pas directement disponibles depuis le changement de méthodologie intervenu l'an dernier (passage à la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements du FMI), les données intégrées dans cette fiche reprennent les échanges de services « personnels - culturels et relatifs aux loisirs » et « frais pour usage de la propriété intellectuelle non identifiés ailleurs ».

<sup>23</sup> Au sens strict, le poste « voyages » de la balance des paiements recouvre un champ plus large que le tourisme : il comprend à la fois les voyages pour motif personnel et pour motif professionnel. Mais il permet de disposer de statistiques mensuelles.

**Figure 28 :**

Evolution semestrielle du poste  
« voyages » de la balance des paiements

(en Md€)



Source : Banque de France, données CVS  
\* Acquis à 5 mois pour les services en 2015

Tableau 5 : Evolution des échanges par produits (CAF/FAB, en Md€)

Données estimées, CVS en semestriel et brutes en annuel		2014			1er semestre 2015			
		Md€	Poids	Croissance annuelle	Md€	Poids	Croissance semestrielle	Contribution à la croissance semestrielle des échanges (pt de pourcentage)
<b>Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire</b>	Export	427,8	100,0%	-0,1%	223,2	100,0%	3,1%	3,15
	Import	502,8	100,0%	-0,8%	254,1	100,0%	1,1%	1,09
	Solde	-75,1		-4,7%	-30,9		-11,6%	
<b>Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire - hors énergie</b>	Export	406,6	95,0%	0,0%	214,1	95,9%	4,1%	3,95
	Import	426,9	84,9%	1,8%	223,2	87,8%	3,5%	3,03
	Solde	-20,4			-9,1			
<b>Energie</b>	Export	21,2	5,0%	-1,3%	9,2	4,1%	-15,3%	-0,63
	Import	75,9	15,1%	-13,0%	30,9	12,2%	-13,2%	-1,61
	Solde	-54,7			-21,8			
<b>Agroalimentaire</b>	Export	58,0	13,6%	-3,6%	30,1	13,5%	3,7%	0,50
	Import	48,9	9,7%	-0,1%	25,2	9,9%	2,7%	0,27
	Solde	9,1			4,9			
Agriculture	Export	14,7	3,4%	-10,3%	8,0	3,6%	8,6%	0,31
	Import	12,0	2,4%	-1,5%	6,4	2,5%	5,6%	0,14
	Solde	2,7			1,6			
Boissons	Export	13,5	3,2%	-1,8%	7,2	3,2%	4,6%	0,15
	Import	3,0	0,6%	-0,2%	1,6	0,6%	3,4%	0,02
	Solde	10,5			5,6			
Produits IAA hors boissons	Export	29,8	7,0%	1,9%	14,9	6,7%	0,9%	0,06
	Import	33,9	6,7%	4,1%	17,2	6,8%	1,6%	0,11
	Solde	-4,1			-2,3			
<b>Biens d'équipements</b>	Export	81,2	19,0%	0,9%	42,6	19,1%	4,1%	0,79
	Import	101,0	20,1%	0,1%	53,1	20,9%	4,3%	0,90
	Solde	-19,8			-10,5			
<b>Matériels de transport</b>	Export	93,6	21,9%	1,1%	51,4	23,0%	8,7%	2,01
	Import	78,7	15,7%	5,0%	43,1	16,9%	5,6%	0,95
	Solde	14,8			8,3			
Aéronautique & spatial	Export	52,0	12,2%	2,3%	28,9	12,9%	10,8%	1,40
	Import	31,5	6,3%	8,9%	17,9	7,0%	7,7%	0,54
	Solde	20,6			11,0			
Automobile	Export	39,1	9,2%	1,9%	21,2	9,5%	8,0%	0,76
	Import	43,8	8,7%	2,3%	23,3	9,2%	5,0%	0,46
	Solde	-4,6			-2,1			
<b>Autres produits industriels</b>	Export	170,5	39,9%	0,6%	88,1	39,5%	1,6%	0,65
	Import	194,6	38,7%	1,8%	99,5	39,1%	1,2%	0,47
	Solde	-24,0			-11,4			
Textiles, habillement, cuir et chaussures	Export	20,6	4,8%	4,5%	11,1	5,0%	5,8%	0,29
	Import	33,7	6,7%	6,7%	18,0	7,1%	4,3%	0,30
	Solde	-13,1			-6,9			
Bois, papier et carton	Export	8,2	1,9%	1,3%	4,3	1,9%	3,7%	0,07
	Import	12,2	2,4%	-1,2%	6,2	2,4%	1,1%	0,03
	Solde	-4,0			-1,9			
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	Export	52,6	12,3%	2,4%	26,6	11,9%	-0,3%	-0,04
	Import	41,7	8,3%	-1,1%	20,9	8,2%	-0,1%	-0,01
	Solde	10,9			5,7			
Produits pharmaceutiques	Export	28,0	6,5%	-5,2%	14,6	6,6%	1,1%	0,07
	Import	26,2	5,2%	4,9%	12,5	4,9%	-5,9%	-0,29
	Solde	1,8			2,2			
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	Export	17,5	4,1%	0,5%	9,0	4,0%	3,1%	0,12
	Import	23,1	4,6%	1,7%	12,0	4,7%	3,6%	0,17
	Solde	-5,7			-3,0			
Produits métallurgiques et produits métalliques	Export	29,3	6,8%	-1,4%	15,0	6,7%	2,0%	0,14
	Import	35,1	7,0%	-2,5%	18,0	7,1%	2,0%	0,14
	Solde	-5,8			-2,9			
Produits manufacturés divers	Export	14,4	3,4%	4,6%	7,6	3,4%	3,8%	0,13
	Import	22,5	4,5%	5,5%	12,0	4,7%	3,4%	0,16
	Solde	-8,1			-4,4			
<b>Produits Divers</b>	Export	3,2	0,8%	-15,4%	1,6	0,7%	2,0%	0,01
	Import	3,7	0,7%	4,4%	1,7	0,7%	0,0%	0,00
	Solde	-0,5			-0,1			

Source : Douanes, DG Trésor

## Une facture énergétique en forte baisse (-12%) mais encore équivalente à 70% du déficit total

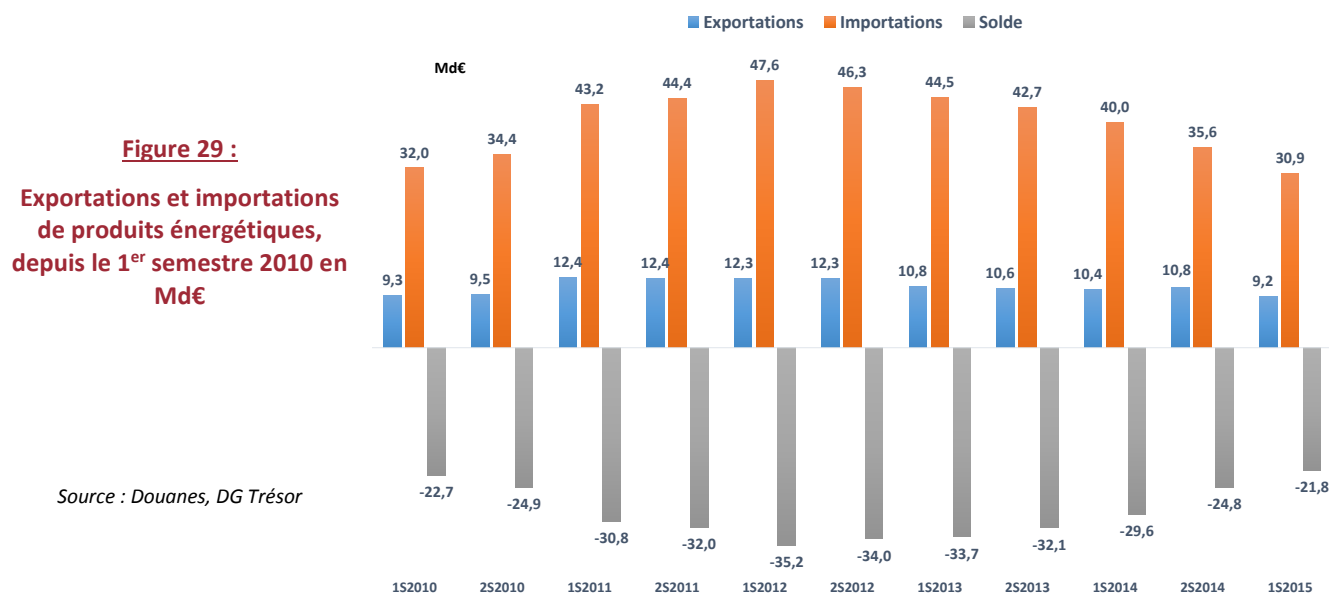
- ✓ La facture énergétique se réduit fortement (-12%) au 1<sup>er</sup> semestre, passant de 24,8 Md€ à 21,8 Md€, du fait d'une baisse de 13% des importations énergétiques, liée au recul du prix du pétrole sur le semestre (-24% en euros).
- ✓ Cette baisse explique plus des deux-tiers de l'amélioration du déficit commercial sur le semestre.
- ✓ La facture énergétique continue néanmoins de peser fortement dans notre balance commerciale, équivalant à 70% de notre déficit total (hors matériel militaire).
- ✓ Nos échanges énergétiques restent déficitaires sur la majorité des produits, la France demeurant néanmoins exportatrice nette de déchets industriels et d'électricité.

### 1. La facture énergétique se réduit de 3 Md€ soit 12%, passant de 24,8 Md€ à 21,8 Md€, du fait d'une baisse des importations d'énergie liée au recul du prix du pétrole

A 21,8 Md€ sur le semestre, la facture énergétique, qui désigne le solde importations - exportations de produits énergétiques, est en baisse de 12,3% par rapport au semestre précédent. Elle poursuit ainsi la tendance à la baisse amorcée depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2012.

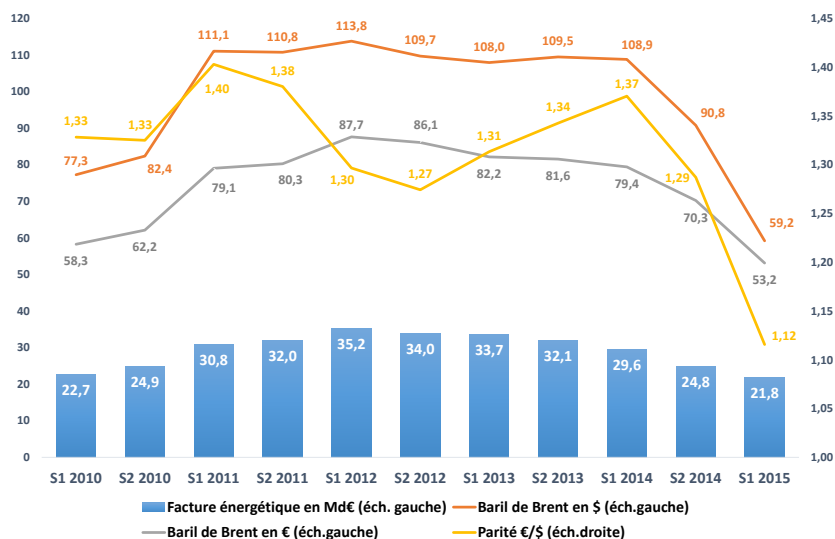
Cette diminution est le résultat d'un fort repli des importations de 13,2% en valeur, à 30,9 Md€. A 9,2 Md€, les exportations, nettement plus faibles, ont elles aussi fortement reculé, de 15,3%.

Malgré cette baisse, la facture énergétique continue de peser fortement sur notre commerce extérieur, puisqu'elle équivaut encore à 70% du déficit total (CAF/FAB).



Cette évolution est liée principalement à la baisse importante du prix du pétrole (-35% en dollars pour le baril de Brent), dont l'effet n'a été qu'en partie atténué par la dépréciation de l'euro (-24% de baisse du prix du baril en euros).

**Figure 30 : Evolution semestrielle de la facture énergétique (Md€), du cours du baril de Brent (en euros et en dollars) et de la parité euro-dollar**



Source : Global Insight, Douanes, DG Trésor

**Encadré 8 : Les cours du pétrole se maintiennent autour de 60\$, alors que la demande de brut ne reprend que lentement et qu'OPEP et États-Unis alimentent l'abondance des marchés**

Restés stables à des niveaux élevés (entre 105 \$ et 115 \$) entre début 2011 et mi-2014, les cours du Brent et du WTI ont connu une chute brutale, de plus de 50 %, depuis juin 2014. **Cette forte baisse s'explique par la faiblesse de la demande mondiale de pétrole** – que reflète aussi la chute des cours des autres commodités – **et par le bon approvisionnement des marchés** (maintien des quotas et augmentation de la production de l'OPEP, production non conventionnelle nord-américaine en augmentation constante depuis 3 ans)<sup>24</sup>.

**Après avoir atteint leur plus bas niveau en 5 ans en janvier 2015, les cours ont connu une certaine volatilité** – contenue entre 55 \$ et 65 \$ – **alimentée par les incertitudes des négociations sur l'embargo iranien, la crise grecque et la diminution de la croissance chinoise** (+7,4 % en 2014 et +7,0 % au T1 2015).

**Pour 2015, les cours se maintiendraient autour de 60 \$, les marchés restant encore excédentaires.** L'Agence internationale de l'énergie ne prévoit qu'une reprise marginale de la demande mondiale de pétrole brut : 94,0 Mb/j en 2015 (+1,4 Mb/j par rapport à 2014) et 95,2 Mb/j en 2016 (+1,2 Mb/j). **Le rééquilibrage du marché du pétrole viendrait d'une moindre croissance de l'offre mondiale de pétrole, ce qui ne se ferait pas avant 2016. Les marchés resteraient bien approvisionnés en 2015.** D'une part, la production nord-américaine continuerait d'augmenter, la réduction des investissements et des forages en lien avec la baisse des cours tardant à se traduire par une baisse de la production. D'autre part, l'OPEP continuerait d'alimenter les marchés à hauteur de 30 Mb/j, voire 31 Mb/j en 2015. Aux productions saoudienne et irakienne, en augmentation constante, pourrait très rapidement s'ajouter une production iranienne soutenue par l'accord sur le programme nucléaire de Téhéran.

<sup>24</sup> Selon l'analyse du FMI (WEO d'avril 2015), la faiblesse de la demande a été le facteur prépondérant de juillet à mi-octobre 2014, l'abondance de l'offre devenant le facteur prépondérant de mi-octobre 2014 à février 2015.

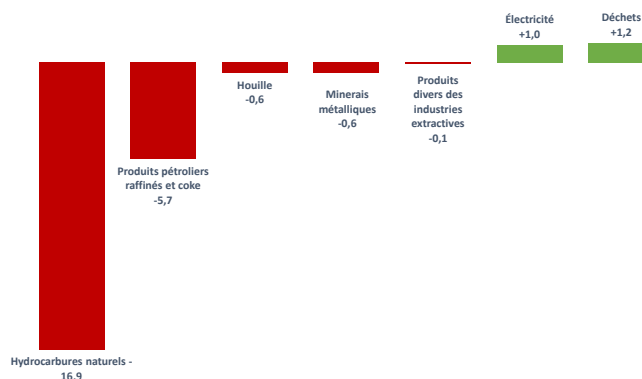
2. Nos échanges énergétiques restent déficitaires sur la majorité des produits, la France demeurant toutefois exportatrice nette de déchets et d'électricité

Les produits bruts (principalement les « hydrocarbures naturels ») représentent les trois-quarts du déficit énergétique. Les produits pétroliers raffinés et le coke en constituent le quart restant.

L'excédent sur l'électricité s'élève ce semestre à 1 Md€, en baisse de 2,4% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'année précédente.

La France est également exportatrice nette de déchets industriels (excédent de 1,2 Md€).

**Figure 31 :**  
Soldes des échanges des principales catégories de produits énergétiques au le 1<sup>er</sup> Semestre 2015 en M€



Source : Douanes, DG Trésor

Des exportations particulièrement dynamiques vers les pays hors Union européenne. Un solde en amélioration vis-à-vis de la plupart des régions du monde sauf l'Asie, qui devient notre premier déficit, devant l'UE

- ✓ **Les échanges de la France restent déficitaires vis-à-vis de la plupart des régions du monde**, à l'exception de l'Afrique, du Proche et Moyen-Orient et de l'Amérique du Sud.
- ✓ **Le solde commercial s'améliore vis-à-vis de la quasi-totalité des zones, à l'exception notable de l'Asie**, où il se creuse de plus de 2 Md€, et dans une moindre mesure de l'Amérique du Sud. Le déficit vis-à-vis du reste de l'Union européenne (UE) continue de se réduire. **L'Asie devient sur le semestre la première zone déficitaire pour le commerce extérieur français**, à un niveau très proche de l'UE (14,2 Md€ dans les deux cas).
- ✓ **Les exportations vers les pays hors UE progressent fortement (+6,5%**, après 2,7% le semestre précédent). **Elles accélèrent également vers l'UE (+1,2%**, après +0,7%).
- ✓ Notre principal excédent bilatéral, vis-à-vis du Royaume-Uni, continue de s'améliorer, tandis que notre premier déficit, vis-à-vis de la Chine, se creuse à nouveau.

## 1. Le déficit vis-à-vis de l'Union européenne poursuit sa baisse

*Vers l'Union européenne, les exportations progressent (+1,2% après 0,7% au semestre précédent) et le déficit affiche un léger recul, même si les échanges avec la zone euro restent moins dynamiques*

**Les échanges accélèrent vis-à-vis du reste de l'Union européenne : les exportations voient leur rythme progresser (+1,2%, après +0,7% au semestre précédent), et les importations repartent à la hausse (+0,5% après -0,8%).**

**Le déficit de la France vis-à-vis de l'UE poursuit son recul, à 14 Md€ (-0,8 Md€).**

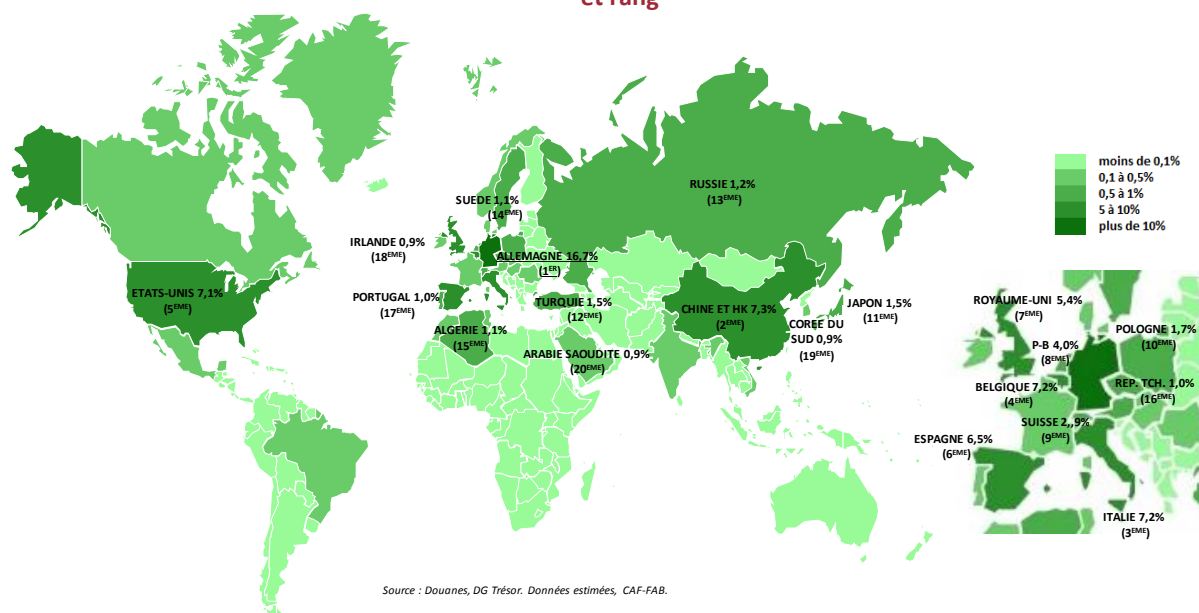
**Avec la zone euro, même si le déficit se réduit également (de 1 Md€, à 18 Md€), les échanges restent moins dynamiques, aussi bien à l'export (+0,5%) qu'à l'import (-0,3%).**

*Les échanges avec l'UE sont tirés à la baisse par les Pays-Bas et la Belgique mais restent dynamiques avec les autres grands pays de l'UE*

**Les échanges avec les Pays-Bas et la Belgique reculent** : de 3,0% et 2,6% respectivement pour les exportations et de 2,0% et 7,6% pour les importations, du fait de la pharmacie dans le cas de la Belgique et des produits pétroliers pour les Pays-Bas. En conséquence, **le déficit vis-à-vis de la Belgique recule d'un quart (-1,1 Md€ à 3,2 Md€).**

**A l'inverse, les exportations de la France vers le Royaume-Uni progressent fortement, de 5,2% (à 16 Md€).** L'excédent bilatéral continue de s'améliorer à un rythme soutenu : il progresse de plus de 11%, à 6,2 Md€ après 10,1% et 8,8% aux premier et second semestres 2014. **Le Royaume-Uni demeure le premier excédent bilatéral de la France et devient son deuxième client au sein de l'UE après l'Allemagne, devant la Belgique.**

**Figure 32 : Principaux partenaires commerciaux de la France au premier semestre 2015 - part dans les échanges en % et rang**



Parmi nos autres grands partenaires européens, la France parvient à accroître son excédent vis-à-vis de l'Espagne (après 3 exercices déficitaires de 2011 à 2013), avec des exportations en hausse de 2,3%. Le déficit vis-à-vis de l'Allemagne se réduit de 0,4 Md€ à 7,5 Md€ (exportations en hausse de 3,3% et importations de 1,8%). Les échanges avec l'Italie progressent de manière équilibrée à l'export et à l'import, avec un déficit stable de 2,5 Md€.

A noter également la bonne performance des exportations françaises vers l'Europe centrale, qui affichent une forte croissance vers la Pologne (+8,5% à 3,9 Md€), la Slovaquie (+9,1% à 1,2 Md€) et la République tchèque (+3% à 1,8 Md€), de sorte que le déficit commercial se replie.

**Encadré 9 : Vis-à-vis de la Grèce, qui représente une faible part des exportations françaises (0,5%), les échanges sont stables sur le 1<sup>er</sup> semestre mais les exportations françaises ont chuté de près de 50% depuis 2008**

La Grèce représente une faible part des exportations françaises : 0,5% en 2014, soit 2,1Md€. Ce poids a été divisé par près de 2 depuis 2009, où elle absorbait encore un peu moins d'1% de nos exports. Le pays n'est aujourd'hui que le 38<sup>ème</sup> marché de la France à l'export.

En termes sectoriels, les exportations françaises vers la Grèce sont relativement diversifiées mais 4 postes en représentent un peu plus du tiers : les viandes, 1<sup>er</sup> secteur en 2014, à 260 M€ (12% de nos exportations totales vers la Grèce), après la baisse de la pharmacie, passée en 2<sup>ème</sup> position (244 M€ ; 11,5%), les produits pétroliers raffinés (170 M€ ; 8%) et les parfums (102 M€ ; 5%).

La Grèce est l'un des pays de l'UE vis-à-vis desquels la France enregistre un léger excédent (1,5 Md€ sur l'année 2014).

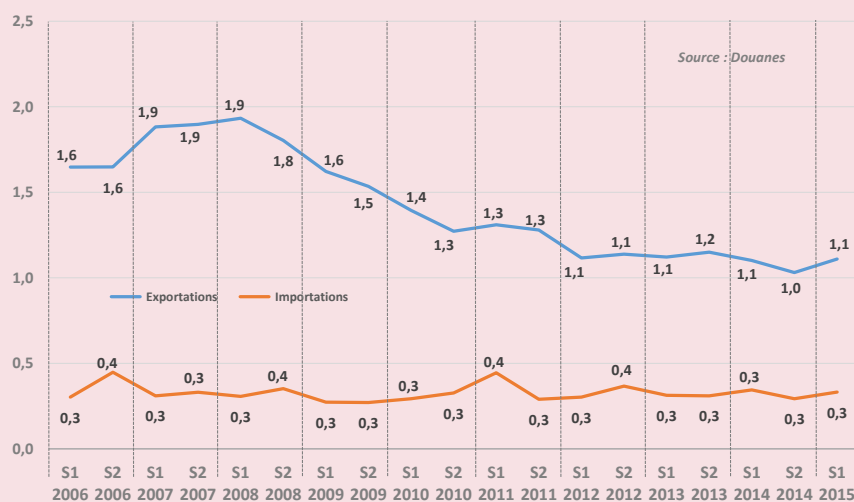
Sur le 1<sup>er</sup> semestre, les exportations françaises vers la Grèce sont relativement stables en niveau (+79 M€). Elles s'élèvent à 1,1 Md€, montant autour duquel elles se sont globalement stabilisées depuis la fin 2012. Elles ont surtout reculé fortement entre la fin 2008 et le second semestre 2010.

L'excédent est lui aussi stable par rapport au semestre précédent, à 0,8 Md€.

Parmi les secteurs exportant le plus vers le pays figure notamment la filière viande bovine, avec des exportations françaises qui reculent de 3,4% à 89,4 M€ au premier semestre par rapport à la même période en 2014\*. La Grèce est le deuxième client de la filière à l'export, dont elle représentait encore près du tiers des ventes en 2005, contre seulement un peu plus de 20% au premier semestre 2015, et jusqu'à 10% de nos exportations totales vers la Grèce dans les années 1990.



**Figure 33 : Evolution semestrielle des échanges avec la Grèce (en Md€), depuis 2006**



\* La croissance des échanges est présentée en glissement annuel (comparaison 1<sup>er</sup> semestre 2015 / 1<sup>er</sup> semestre 2014) s'agissant des données croisées pays/produits, dans la mesure où il s'agit de chiffres non corrigés des variations saisonnières et des jours ouvrables.

*Recul des échanges avec l'Europe hors UE, en lien avec une forte contraction des échanges franco-russes*

**Les importations en provenance de l'Europe hors UE reculent de 6,1% à 18,4 Md€, du fait en particulier d'une baisse de 30% des importations depuis la Russie (3,3 Md€), notamment d'hydrocarbures.**

**Les exportations en revanche résistent mieux (+1,0%) malgré le repli de 28% des ventes vers la Russie (2,2 Md€).**

Le déficit se réduit d'un tiers vis-à-vis de la zone à 3 Md€.

La France redevient excédentaire vis-à-vis de la Turquie (+0,6 Md€ avec des exportations en hausse de 30% à 3,8 Md€) mais elle **devient légèrement déficitaire vis-à-vis de la Suisse** (-0,2 Md€ avec des importations en hausse de 10,7% à 7 Md€).

**2. L'Asie devient ce semestre le premier déficit de la France, légèrement supérieur à celui enregistré avec l'Union européenne**

*Le déficit vis-à-vis de l'Asie se creuse de 2 Md€, tiré notamment par les importations de biens de consommation et d'équipement des ménages*

**Les importations depuis l'Asie progressent nettement plus rapidement que les exportations** (+7,3% contre +2,6%). La hausse des imports porte sur la plupart des produits depuis la Chine ; depuis le Japon, elle concerne essentiellement l'automobile ; depuis le Vietnam et le Bangladesh, elle est tirée par les biens de consommation et d'équipement des ménages (habillement/chaussures, téléphones).

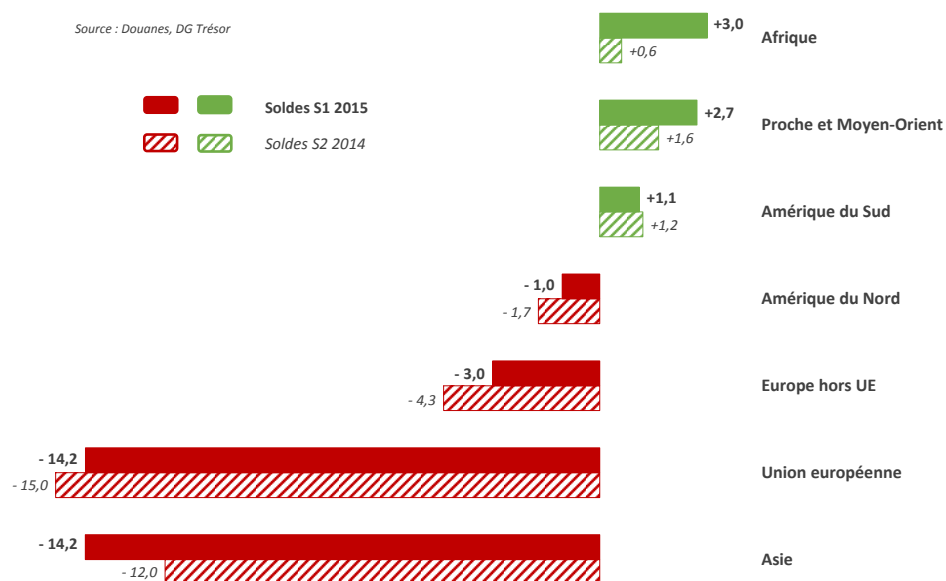
Le solde commercial vis-à-vis de la zone se dégrade de 2,2 Md€, à 14,2 Md€. **Au plus haut depuis fin 2011, il devient très légèrement supérieur** (de 2 millions d'euros) à celui enregistré vis-à-vis de l'Union européenne.

**La tendance de nos échanges avec la Chine est similaire** à celle enregistrée vis-à-vis du continent dans son ensemble : importations en hausse de 6% (23,4 Md€) et progression des exportations de 2,6% (8,8 Md€) pour un déficit qui se creuse de 1,1 Md€ à 14,6 Md€.

Source : Douanes, DG Trésor

**Figure 34 : Solde des échanges de biens de la France avec les principales zones géographiques au 1<sup>er</sup> semestre 2015**

(en Md€)



La France redevient déficitaire vis-à-vis de l'ASEAN mais améliore sa position sur plusieurs grands marchés de la région

La France redevient déficitaire vis-à-vis de l'ASEAN (-0,5 Md€) après 5 semestres consécutifs d'excédent, en raison d'une poussée des importations (+12,4%) conjuguée à un recul des exportations (-1,2%), s'expliquant en partie par le ralentissement des livraisons aéronautiques. **Le déficit vis-à-vis du Japon triple sur le semestre (1,2 Md€)**, avec des exportations qui reculent de 12,4% et des importations qui augmentent de 8,9%.

La tendance est en revanche plus positive vers des marchés importants de la région comme la Corée du Sud, devenue ce semestre notre 4<sup>ème</sup> excédent bilatéral (exportations en hausse de 17,4% et excédent progressant de 0,5 Md€), Hong Kong (+6,2% d'exportations et excédent en hausse de 0,1 Md€) ainsi que l'Inde (progression de 15,4% des exportations et déficit réduit de 0,2 Md€).

### 3. Un déficit presque nul vis-à-vis de l'Amérique, porté par de bonnes performances à l'export vers nos grands partenaires, dont les Etats-Unis et le Brésil

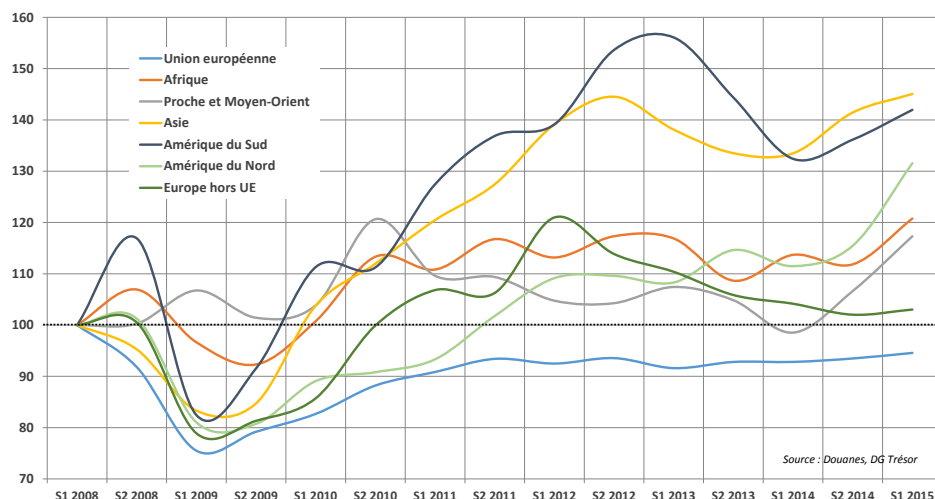
Les échanges avec le continent américain enregistrent une forte croissance sur le semestre avec des exportations et des importations en hausse de 10,7% et 10,2% respectivement et atteignant 23,9 Md€. **Le déficit vis-à-vis de la région s'améliore légèrement** et se rapproche de l'équilibre en passant de 104 M€ à 8 M€.

En Amérique du Nord, les échanges ont été particulièrement dynamiques avec les Etats-Unis où les exportations (+15,1%) et les importations (+10,9%) ont progressé de 2,1 et 1,7 Md€, le déficit reculant de 0,4 Md€. Les exportations sont portées essentiellement par l'aéronautique et la pharmacie. Bien que portant sur des montants d'échanges moins élevés, la progression est encore plus marquée vers le Mexique, avec des exportations et des importations en hausse de 16,8% et 25,8% respectivement.

L'excédent français vis-à-vis de l'Amérique du Sud se dégrade légèrement (de 0,1 Md€, à 1,1 Md€) mais les échanges avec nos principaux partenaires ont évolué favorablement avec des exportations en hausse de 7,7% (importations +10,1% et excédent stable) vers le Brésil et de 54,9% vers l'Argentine (progression d'un tiers de l'excédent à 0,2 Md€), grâce à de fortes livraisons d'Airbus.

**Figure 35 : Evolution des exportations françaises par zone géographique partenaire**

(base 100 au 1<sup>er</sup> semestre 2008, données CVS)



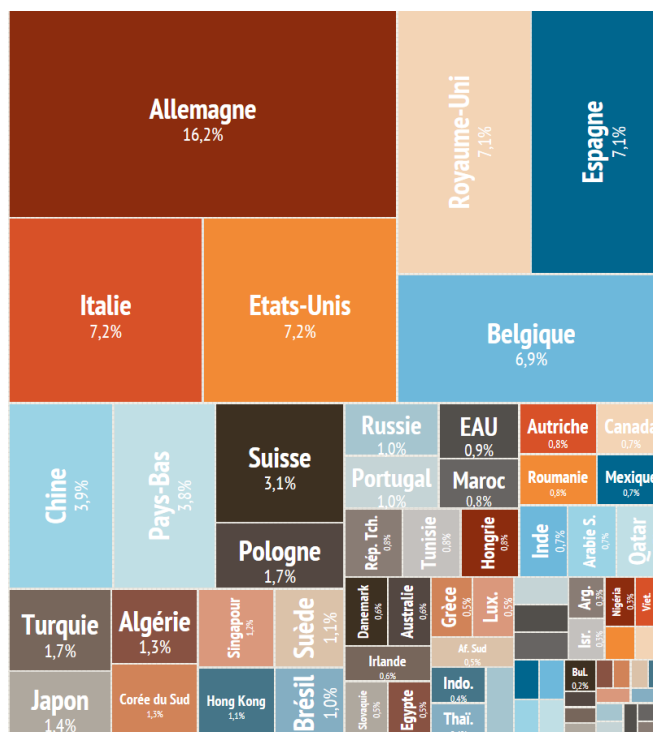
4. Des échanges dynamiques avec le Proche et Moyen Orient et l’Afrique, qui contribuent à l’amélioration de notre solde commercial

L’Afrique redevient la première zone excédentaire pour la France sur le semestre, grâce notamment aux exports de céréales et d’Airbus et à la baisse des importations d’hydrocarbures

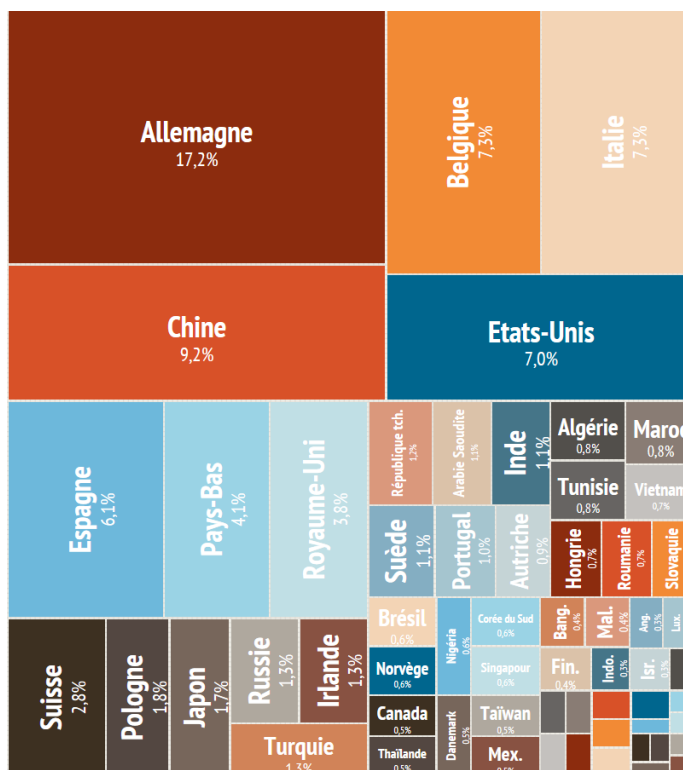
L’excédent de la France vis-à-vis du continent africain est multiplié par 5 sur le semestre, à 3 Md€, grâce à une hausse des exports (+8% à 14,9 Md€), tandis que les imports reculent fortement (-9,7% à 11,9 Md€). Les exportations sont portées par les ventes de céréales à l’Egypte et d’Airbus à la Libye. Les importations reculent à la fois en provenance d’Afrique subsaharienne et d’Afrique du Nord, notamment auprès des fournisseurs d’hydrocarbures (Libye, Angola).

**Figure 36 :**

Part des différents Etats dans les exportations françaises de biens au 1<sup>er</sup> semestre 2015



**Figure 37 :**  
Part des différents Etats dans les importations françaises de biens au 1<sup>er</sup> semestre 2015



Source : Douanes - données estimées CAF/FAB

*L'excédent est en hausse également avec le Proche et Moyen Orient*

Source traditionnelle d'excédent pour le commerce français, les échanges avec le Proche et Moyen-Orient affichent un solde positif de 2,7 Md€, en hausse de 1,1 Md€ sur le semestre. Les importations reculent de 6,6% à 5 Md€ tandis que les exportations augmentent de 10% à 7,7 Md€, soutenues principalement par des livraisons d'Airbus, notamment au Qatar et au Koweït. Avec des ventes vers le Qatar en progression de près de 70% sur le semestre (1,5 Md€), à un niveau proche des exportations vers l'Arabie Saoudite, le pays devient notre premier excédent dans la zone et le 5<sup>ème</sup> au niveau mondial.

**Figure 38 :** Principaux excédents et déficits bilatéraux de la France (échanges de biens) au 1<sup>er</sup> semestre 2015

(en Md€)

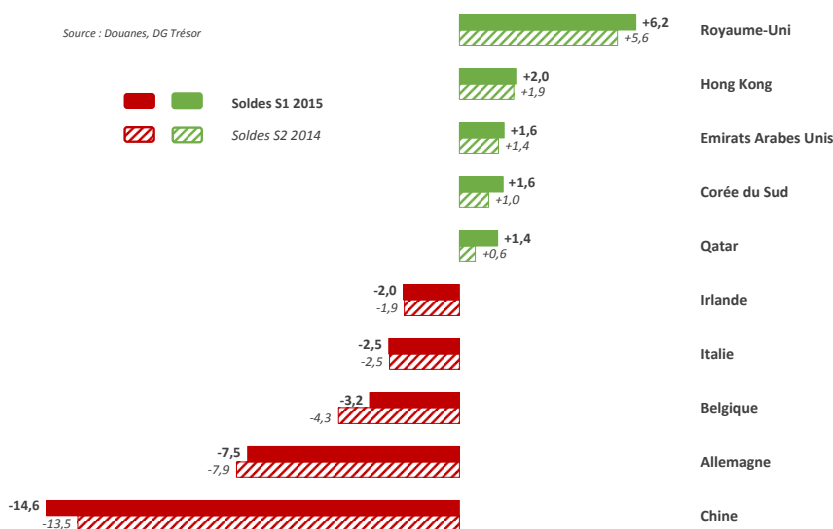


Tableau 6 :

**Synthèse des flux commerciaux de la France par grande région partenaire et contribution de chaque zone à l'évolution des échanges totaux**

Données estimées, CVS en semestriel et brutes en annuel		2014			1er semestre 2015			
		Md€	Poids	Croissance annuelle	Md€	Poids	Croissance semestrielle	Contribution à la croissance semestrielle des échanges de la France (pt de pourcentage)
<b>Ensemble CAF/FAB hors matériel</b>	Export	427,8	100,0%	-0,1%	223,2	100,0%	3,1%	3,15
	Import	502,8	100,0%	-0,8%	254,1	100,0%	1,1%	1,09
	<i>Solde</i>	<i>-75,1</i>		<i>-4,7%</i>	<i>-30,9</i>		<i>-11,6%</i>	
<b>Union européenne</b>	Export	258,0	60,3%	1,0%	131,5	58,9%	1,2%	0,68
	Import	290,4	57,8%	-0,9%	145,7	57,3%	0,5%	0,27
	<i>Solde</i>	<i>-32,4</i>			<i>-14,2</i>			
Zone euro	Export	201,8	47,2%	0,2%	102,2	45,8%	0,5%	0,24
	Import	240,2	47,8%	-1,1%	120,1	47,3%	-0,3%	-0,16
	<i>Solde</i>	<i>-38,4</i>		<i>-7,3%</i>	<i>-17,9</i>			
<b>Europe hors UE</b>	Export	30,7	7,2%	-4,7%	15,4	6,9%	1,0%	0,07
	Import	39,7	7,9%	-8,9%	18,4	7,2%	-6,1%	-0,44
	<i>Solde</i>	<i>-9,0</i>			<i>-3,0</i>			
<b>Afrique</b>	Export	27,5	6,4%	-0,6%	14,9	6,7%	8,0%	0,53
	Import	26,3	5,2%	-3,2%	11,9	4,7%	-9,7%	-0,45
	<i>Solde</i>	<i>1,1</i>			<i>3,0</i>			
Afrique du Nord	Export	15,1	3,5%	-3,1%	8,4	3,8%	13,3%	0,50
	Import	15,0	3,0%	-4,8%	6,9	2,7%	-9,9%	-0,27
	<i>Solde</i>	<i>0,2</i>			<i>1,5</i>			
<b>Amériques</b>	Export	42,1	9,8%	-2,4%	23,9	10,7%	10,7%	1,15
	Import	42,9	8,5%	-4,6%	23,9	9,4%	10,2%	0,96
	<i>Solde</i>	<i>-0,8</i>			<i>-0,0</i>			
Amérique du Nord	Export	32,9	7,7%	1,7%	19,1	8,5%	13,9%	1,19
	Import	36,3	7,2%	-3,1%	20,1	7,9%	9,1%	0,72
	<i>Solde</i>	<i>-3,4</i>			<i>-1,0</i>			
Amérique du Sud	Export	7,9	1,8%	-11,3%	4,2	1,9%	4,3%	0,08
	Import	5,7	1,1%	-12,1%	3,1	1,2%	9,6%	0,12
	<i>Solde</i>	<i>2,2</i>			<i>1,1</i>			
<b>Proche et Moyen Orient</b>	Export	13,5	3,2%	-2,7%	7,7	3,5%	10,0%	0,35
	Import	11,8	2,4%	1,0%	5,0	2,0%	-6,6%	-0,13
	<i>Solde</i>	<i>1,7</i>			<i>2,7</i>			
<b>Asie</b>	Export	54,3	12,7%	1,1%	28,7	12,8%	2,6%	0,33
	Import	78,6	15,6%	2,2%	42,9	16,9%	7,3%	1,23
	<i>Solde</i>	<i>-24,4</i>			<i>-14,2</i>			
<b>Autres pays</b>	Export	1,7	0,4%	-15,5%	0,9	0,4%	13,9%	0,06
	Import	13,0	2,6%	40,1%	6,3	2,5%	-6,7%	-0,17
	<i>Solde</i>	<i>-11,3</i>			<i>-5,4</i>			

Source : Douanes, DG Trésor